

Point inscrit à l'ordre du jour n° 01.01

Conseil d'administration du 07 juin 2019

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L.712-3 ;

Moyennant l'amendement portant sur le point numéro 8, page 23 :

« remplacer SVEC par CVEC »

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration approuvent le procès-verbal du conseil d'administration réuni en séance plénière le 13 décembre 2018.

Le procès-verbal de la séance plénière du 13 décembre 2018 est annexé à la présente délibération.

Résultat du vote

Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	pour	26	contre	0	abstention(s)	5

Fait à Saint-Denis le 07 juin 2019

Le Président de l'Université de La Réunion

Professeur Frédéric MIRANVILLE



Transmis au Recteur de l'Académie de La Réunion, Chancelier des universités le

- 3 JUIL. 2019

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 2018**

Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le jeudi 13 décembre 2018 à 9h30, en salle des conseils «Jean-Claude MIRE», sur le campus du Moufia.**

Sur 35 membres en exercice dûment convoqués, 35 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h00. Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points stratégiques, institutionnels et projets :

1. Budget rectificatif n°2 de l'année 2018.
2. Budget initial 2019.
3. Campagne emploi 2019 (sous réserve).
4. Création du service universitaire de vie étudiante et de campus (SUVEC).
5. Critères de choix et barème pour les bénéficiaires de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) au titre de la campagne 2019.
6. Capacités d'accueil pour l'accès à la première et deuxième année du diplôme de master.
7. Demandes de financement de projets de recherche et labellisations de colloque.
8. Attribution de subventions aux épiceries solidaires.
9. Subvention au CYROI (anniversaire des 10 ans).
10. Débat sur le plan « Bienvenue en France »

Points d'organisation et de gestion :

11. Complément de rémunération exceptionnel des personnels non titulaires.
12. Primes pour charges administratives (PCA) et responsabilités pédagogiques (PRP) pour l'année universitaire 2018-2019.
13. Règlement d'admission pour l'accès à la première et deuxième année du diplôme de master.
14. Règlement du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).
15. Règlement du programme de soutien en fonctionnement des associations.
16. Règlement du programme des initiatives en faveur du personnel.
17. Admissions en non valeurs (ANV).
18. Délégation du Président en matière budgétaire.
19. Acceptation de don d'une exposition.
20. Droits d'inscriptions actualisés 2018-2019 des diplômes universitaires et des formations de l'UFR droit et économie.
21. Grille tarifaire formation continue 2018-2019 du SUFP actualisée.
22. Modification de la grille tarifaire formation continue 2018-2019 de l'IUT.
23. Tarif des cours FLE pour public extérieurs.
24. Contrat de cession de droits d'auteur lié au référentiel d'équivalence horaire dans le cadre de l'université du numérique en région.
25. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Points d'information :

- 26. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.
 - 27. Questions diverses.
-

ONT ASSISTE AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE LES MEMBRES

MEMBRES PRÉSENTS

Président de l'université de La Réunion :

Frédéric MIRANVILLE.

Professeurs :

Jean-Pierre CHABRIAT (*jusqu'à 16h30*) – Anne-Sophie TABAU (*jusqu'à 14h00*) – François TAGLIONI – Nathalie WALLIAN – Matthieu LE CORRE (*jusqu'à 14h35*)

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Katia ANGUE – Pascal BARET – Fabrice VIALE – Chloé BOURMAUD (*arrivée à 10h40*).

Personnels BIATSS :

Annie DUMONT – Jean-Philippe VELIA – Stéphanie ROBERT – Arsène GARAIOS – Yasmine ABDOURAZAK.

Usagers :

Samantha POTHIN – Alexandros ZAKHARATOS – Stéphane MANANT – Ketty GRONDIN

Personnalités extérieures :

Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional (*jusqu'à 16h35*) – Alain ARMAND, représentant du Conseil départemental (*jusqu'à 12h05*) – Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (*jusqu'à 15h25*). Catherine CETRE-SOSSAH, représentante des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (*jusqu'à 13h30*).

Brigitte CHARLES, représentante d'une entreprise employant moins de 500 salariés (société ENOVA) (*jusqu'à 13h00*) – Jean-Raymond MONDON, représentant des organisations représentatives des salariés (UNSA) (*jusqu'à 10h13*)

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs :

Anne-Sophie TABAU par Chloé BOURMAUD (*à partir de 14h00*) – Matthieu LE CORRE par François TAGLIONI (*à partir de 14h35*) – Jean-Pierre CHABRIAT (*à partir de 16h30*).

Maîtres de conférences et autres enseignants :

Christel DUBRULLE par Fabrice VIALE – Salim LAMRANI par Frédéric MIRANVILLE – Delphine CONNES par Fabrice VIALE – Isabelle FOCK par Eric JEUFFRAULT (*jusqu'à 15h25*).

Personnels BIATSS :

Ilias TIMOL par Arsène GARAIOS.

Usagers :

Dany ELISABETH par Samantha POTHIN – Maureen SORRES par Katia ANGUE.

Personnalités extérieures :

- Alain ARMAND représentant du Conseil départemental par Frédéric MIRANVILLE à partir de 12h05
- Catherine CETRE-SOSSAH, représentante des organismes de recherche partageant des unités de recherche avec l'université, par Jean-Philippe VELIA, à partir de 13h30

- Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) par Nathalie NOEL, de 15h25 à 16 h 35
- Nathalie NOEL représentante du Conseil régional à partir de 16h35 par Samantha POTHIN.
- Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (société ENOVA) par Katia ANGUÉ
- Gervais FONTAINE, représentant d'un établissement d'enseignement secondaire (principal du collège Jean Lafosse, - Saint-Louis), par Nathalie WALLIAN
- Jean-Raymond MONDON, représentant des organisations représentatives des salariés (UNSA), par Yasmine ABDOURAZAK, à partir de 10h13
- Brigitte CHARLES, représentante d'une entreprise employant moins de 500 salariés, par Jean-Philippe VELIA, à partir de 13h00

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Erwan POLARD, représentant du recteur de l'académie de La Réunion – Gilles LAJOIE, Président du Conseil Académique – Rudrigue SAUTRON, vice-Président Étudiant – Jimmy SELAMBAROM, vice-Président du conseil d'administration, en charge de la formation et de la vie universitaire – Ludivine ROYER, vice-présidente en charge de l'égalité femmes-hommes et de la prévention des discriminations (arrivée à 10h10) – Anne-Françoise ZATTARA-GROS, vice-présidente déléguée en charge des relations internationales et de la coopération régionale – Olivier SEBASTIEN, vice-Président en charge des usages et des développements du numérique (arrivée à 10h10) – Christine PARAMÉ, directrice générale des services – Jean-Bruno GEREONE, directeur des ressources humaines – Yves LANGEVIN, directeur des finances et de la comptabilité – Juliana M'DOIHOMA, directrice de cabinet de la présidence -- Yves DEPIGNY, responsable du service des affaires juridiques et du contentieux – Annick PICAUD, responsable du service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance – Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles.

Jean-Marc RIZZO, directeur de l'UFR Droit et d'Economie – Jean-Michel JAUZE, directeur de l'UFR lettres et sciences humaines – Dominique MORAU, directeur de l'UFR Sciences de l'Homme et l'Environnement (arrivée 13h00) – Lalaonirina RAKOTOMANANA-RAVELONARIVO, directeur de l'ESIROI (arrivée 11h38) – Pascal PICARD, directeur de l'Institut d'Administration des Entreprises – Joëlle MENANT, directrice du SCD – Damien OHAYON, responsable du pôle budget – Anne-Sylvie PASQUES, médecin directeur du SUMPPS – Yoan CHANE-TO, chargé de mission qualité de vie au travail – Eric LACROIX, directeur du SUAPS – Christophe PORLIER, chargé de mission « université numérique en région ».

Rachelle MARIAMON, représentante syndicale CGTR Educ'Action et non syndiqués.

=====

Le quorum étant atteint, le Président accueille les administrateurs et déclare la séance ouverte à **10h13**. En introduction, le Président présente monsieur Géréone, directeur des ressources humaines et madame Picaud, responsable du service des affaires institutionnelles.

Le Président invite monsieur Manant à s'exprimer.

Monsieur Manant, demande au Président, si dans le contexte des mouvements sociaux de ces dernières semaines, l'université a pris les bonnes décisions, notamment pour ce qui concerne les reports des examens.

Le Président indique que l'université avait été alertée, notamment par la cellule de crise de la Préfecture, sur les risques encourus sur les personnes et les biens. Elle a donc fait le choix de ne pas prendre de risques ni pour les usagers ni pour les personnels de l'établissement, que ce soit sur les campus ou sur les trajets. Il remercie les membres de la cellule de crise ainsi que les directions des composantes pour leur réactivité. Les décisions de fermeture ont été prises collectivement, mais le mouvement ne laissant pas présager une telle durée ni une telle ampleur, elles ont donc été prises au coup par coup. La sécurité des usagers, des personnels et des biens est, pour nous, une priorité absolue. Par ailleurs, et pour ne pas pénaliser les étudiants, les examens ont été reportés fin janvier 2019.

➤ **Questions diverses à inscrire à l'ordre du jour :**

Pas de question diverse.

1. Budget rectificatif n°2 de l'année 2018.

Le Président invite le directeur des finances et de la comptabilité à présenter le budget rectificatif n° 2. Le directeur des finances et de la comptabilité rappelle que ce dernier budget rectificatif est préconisé par la réglementation. Il vient rectifier le budget initial 2018 voté en conseil d'administration le 22 février 2018 et modifié par le budget rectificatif n° 1 le 13 septembre 2018.

Il s'agit essentiellement d'un budget de déprogrammation qui s'inscrit dans la démarche de préparation du budget initial 2019, qui intègre une part de reprogrammation (*voir annexe au point n° 1 - note de présentation*).

Trois types de crédits seront reprogrammés au budget 2019 :

- Crédits ORE, 108000 euros destinés à des travaux qui n'ont pu être mis en œuvre en 2018 ;
- Crédits SOURCE, ouverts sur les crédits d'établissement en septembre par le budget rectificatif n° 1, un certain nombre d'utilisateurs ont indiqué qu'ils ne pourraient pas les utiliser en 2018, ils sont donc programmés en 2019 ;
- Crédits spécifiques pour des travaux de conformité, de mise aux normes et d'accessibilité, qui n'ont pu être utilisés en totalité, soit 200 000 euros reprogrammés en 2019.

Ces crédits ont un impact sur le solde budgétaire et le résultat comptable, ainsi que sur le fonds de roulement puisqu'ils sont prélevés sur les ressources encaissées sur les exercices précédents.

S'agissant des opérations du CPER : déprogrammation des travaux (lourds et complexes nécessitant de nombreux marchés) ayant débuté tardivement. Compte tenu du retard pris, les décaissements ne pourront être réalisés en 2018 (ESIROI). Sur l'UFR SANTÉ, un lot indispensable pour le démarrage des travaux dans un premier temps déclaré infructueux, vient tout juste d'être attribué. Les travaux démarreront en 2019.

Le budget 2018 prévoit des enveloppes prévisionnelles, notamment pour la recherche, pour le cas où de nouveaux projets viendraient à être présentés. A cette époque de l'année, une partie de cette enveloppe n'a pas été utilisée.

L'enveloppe de masse salariale est actualisée par un complément de recettes impactant le plafond 1, (inscrit en dépenses et en recettes), qui sera utilisé pour cet exercice. Il n'entraîne donc pas d'impact budgétaire.

Par ailleurs, le résultat comptable, évalué à -800 000 euros au budget initial, est estimé au 31 décembre à -1 200 000 euros. Le résultat comptable traduit l'utilisation de la recette exceptionnelle de 2017 (2 millions), rattachée à l'exercice 2018.

Les budgets rectificatifs ont eu un impact sur le prévisionnel de trésorerie et le CPER impose un certain niveau de trésorerie. Toutefois, compte tenu des reports précités, le niveau de trésorerie à la fin de l'exercice sera d'environ 13 millions. Une certaine stabilité est observée pour le fonds de roulement entre le budget initial et le budget rectificatif.

En résumé, le budget rectificatif comprend principalement des crédits que l'on déprogramme car ils ne peuvent être exécutés sur l'exercice 2018.

Inaudible : demande de vote à bulletin secret.

Le budget rectificatif est soumis au vote sur :

Article 1 : Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 1004 ETPT sous plafond Etat• 244 ETPT hors plafond Etat• 154 885 196 € d'autorisations d'engagement dont :<ul style="list-style-type: none">○ 97 951 760 € en Personnel○ 23 217 178 € en Fonctionnement○ 33 716 257 € en Investissement• 137 574 359 € en crédits de paiement dont :<ul style="list-style-type: none">○ 97 951 760 € en Personnel○ 25 038 939 € en Fonctionnement○ 14 583 659 € en Investissement• 134 271 041 € de prévisions de recettes -3 303 318 € de solde budgétaire
Article 2 : Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 3 987 277 € de variation de trésorerie- 1 139 762 € de résultat patrimonial• 850 238 € de capacité d'autofinancement- 1 927 656 € de variation de fonds de roulement
<ul style="list-style-type: none">• Résultat du vote à bulletin secret :• Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 33• Nombre de bulletins : OUI : 26 - NON : 06 - BLANC : 01

2 - Budget initial 2019.

Le Président indique que le document complémentaire, relatif à l'action à mi-parcours de l'équipe présidentielle, propose une vision stratégique de ce qui a été réalisé au cours de ces deux dernières années.

La démarche d'élaboration budgétaire a démarré très tôt, en avril 2018, notamment par la mise en place d'un séminaire et de groupes de travail. Le budget initial 2019 résulte ainsi d'une coconstruction, il reflète donc la stratégie portée collectivement par l'établissement. Ont été intégrés à ce budget : des moyens nouveaux annoncés en 2018, notamment les moyens issus de la Contribution vie étudiante et de campus (CVEC), l'amorce d'un plan pluriannuel d'investissement conformément à la demande du ministère, les reprogrammations budgétaires issues du budget 2018, telles que vu précédemment, ainsi que le maintien de l'effort sur les travaux de rénovation des structures existantes et de construction (campus Santé, l'IUT et l'ESIROI). Une enveloppe complémentaire, dont le montant n'est pas connu à ce jour (40 millions d'euros à l'échelon national), correspondant à des moyens supplémentaires à destination de la réussite des étudiants sera allouée au cours du premier trimestre 2019, et sera intégrée ultérieurement dans le budget. Le ministère a toutefois demandé de faire valider le budget initial sans tenir compte de ces moyens nouveaux.

De plus, le Président rappelle que le budget initial 2018 avait bénéficié d'une recette exceptionnelle de 2 millions d'euros, attribuée en fin de budget 2017 et qui n'est, de par son caractère exceptionnel, pas reconduite en 2019.

Les éléments de stratégie validés le 10 juillet 2017, à savoir trois piliers, soutiennent une ambition forte d'accroître l'ancrage, le développement, le rayonnement de l'université dans son environnement, et dans son bassin géographique de l'Indianocéanie.

L'objectif est de hisser le positionnement de l'université, notamment pour la réussite dans le premier cycle. Sur la partie recherche, c'est d'ancrer des pôles scientifiques à très forte visibilité internationale, et enfin, de développer la coopération régionale, en particulier dans l'Indianocéanie, ambition forte rappelée dans le livre bleu pour l'Outre-Mer.

Le débat d'orientation budgétaire a conduit à une lettre de cadrage validée en conseil d'administration le 25 octobre 2018, dont les éléments sont repris dans le budget initial, avec une volonté extrêmement forte de retour à l'équilibre budgétaire. Le point important est la maîtrise de la masse salariale, qui englobe les

emplois de titulaires et une partie de l'emploi contractuel, les heures complémentaires, l'ensemble des charges de personnels liées aux primes et indemnités. Les campagnes emploi doivent être soutenables budgétairement pour éviter la situation de certaines universités qui ont dû cesser toute campagne emploi pendant deux voire trois années, pour cause de déficit budgétaire. Celle de l'université a donc été réduite afin d'en permettre une chaque année, et cet engagement sera tenu. Les départs à la retraite ne seront actés que le jour du départ de l'agent. Pour tenir compte de la situation sociale particulière, l'université, n'échappant pas à son territoire, a fait le choix de reconduire, en dépit des alertes ministérielles, l'ensemble des personnels non titulaires, sous réserve des supports budgétaires disponibles.

Les deux autres points sont liés aux infrastructures : maintien de l'effort sur la maintenance et le schéma pluriannuel de stratégie immobilière, permettant la rénovation des bâtiments mais également des constructions nouvelles sur les différents campus : un gymnase sur le campus du Tampon, un centre de recherche sur le campus du Moufia, un centre de recherche énergie/environnement sur le sud, le développement des infrastructures, le campus Santé phases 2 et 3 et le centre de simulation. Un enjeu fort pour l'établissement est la mise en place du SPSI chiffré à 50 millions d'euros, avec une participation annuelle de 500 000 euros.

L'ensemble des débats du séminaire « orientations stratégiques et moyens » a donné lieu à un certain nombre de priorités que l'on retrouve dans la lettre de cadrage et qui ont été suivies. La vie étudiante et de campus a été ajoutée, parce qu'élément important pour l'équipe présidentielle. Le budget est en augmentation de 9,5 % par rapport à 2018, l'enveloppe la plus importante étant celle de la masse salariale. La subvention pour charge de service public (SCSP) dans son volet masse salariale est 96 millions d'euros (soit 92 %). Les autres recettes sur SCSP, pour la part fonctionnement représentent 8 %. Sont également subventionnés : les contrats aidés, les chaires mixtes (1% du budget). L'établissement est volontariste sur les locations, par exemple, celle de la salle serveur. L'établissement peut ainsi valoriser son patrimoine et faire évoluer une partie de son budget ce qui représente aujourd'hui 1,1 million d'euros.

Dépenses de masse salariale. Elles sont prépondérantes (SCSP 90 %, ressources affectées (recherche), ressources propres (formation). La masse salariale sur RCG est destinée à financer essentiellement 1251 emplois dans l'établissement (539 enseignants-chercheurs et enseignants -712 personnels titulaires et contractuels BIATSS), les contrats des CEV, les heures complémentaires, et un certain nombre de primes et de régimes indemnitaires. Ce plafond d'emploi n'intègre pas les chargés d'enseignement vacataires (800 à 900) qui porteraient le nombre de personnes employées à environ 2000.

En termes de dépenses de fonctionnement (23,13 millions d'euros), la plus importante part est celle sur RCG (recettes à caractère général), part faible au regard du budget de l'établissement. La part sur ressources affectées est en augmentation.

Les différents postes :

- Formation et vie universitaire, budget un peu inférieur à celui de l'année précédente, somme à rapporter aux moyens dédiés aux composantes qui sont eux en augmentation,
- Recherche et valorisation (+215 %), augmentation due aux projets de recherche sur fonds FEDER et au dynamisme des équipes de recherche,
- Relations internationales et coopération régionale en augmentation de 27 %,
- Eco-campus et qualité de vie au travail des organisations en augmentation,
- Egalité femme/homme, prévention des discriminations, l'université fait montre de volontarisme (+6,3 %),
- Usages et développement du numérique : en baisse mais les moyens ont été repositionnés sur l'institut Indianocéanique du numérique.

- L'investissement est en forte augmentation (+4,4 %), financé en grande partie sur les ressources affectées, car les projets recherche nécessitent des équipements importants et bénéficient d'un fort accompagnement sur fonds européens. Toutefois, une petite part des investissements est financée sur les ressources propres. On peut noter un investissement plus important sur la part formation et vie universitaire.

L'exercice 2019 devrait se clôturer avec un solde de trésorerie qui frôlera les 10 millions d'euros, une capacité de trésorerie qui permet de maintenir une gestion saine dans l'établissement. Le fonds de roulement de 10,5 millions permet d'excéder 32 jours de fonctionnement de l'établissement (fonctionnement et charges de personnel).

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs : Le budget s'analyse en termes de dynamique sur plusieurs années ; compte tenu des modalités de financement (contrats plan Etat-région), nous sommes obligés d'avancer les fonds, et en conséquence de disposer d'une certaine trésorerie. Il faut donc analyser la trésorerie au fil du temps. Première question : quelle sera l'évolution de la trésorerie, en partant de 2017 jusqu'à 2021 ?

Le directeur des finances et de la comptabilité présente deux courbes de suivi de la trésorerie. L'une représente la trésorerie infra annuelle, et montre comment la trésorerie évolue au cours de l'année 2019, de 13,8 millions d'euros en début d'année à 9,8 millions en fin d'année. Cela correspond, comme vu précédemment, au solde budgétaire et au décalage entre décaissements et encaissements. Sur cette courbe infra annuelle, on oscille entre 12 et 36 millions de trésorerie, au fur et à mesure de l'encaissement, quatre fois au cours de l'exercice, de la subvention pour charges de service public. Ainsi, en cours d'année, la trésorerie est, en fin de mois, d'environ 12 à 13 millions d'euros, sauf sur le dernier mois de l'année (9,8 millions d'euros), charges de personnel déduites.

Au démarrage de l'exercice de l'année civile, les dépenses de fonctionnement et d'investissement peuvent, sans difficulté, être assumées au cours de l'exercice. La DFC a travaillé sur un plan de trésorerie, qui tient compte des données communiquées par les services, notamment celles de la mission patrimoniale, mais également du rythme d'encaissement des subventions FEDER. Le rythme de décaissement de la paye a été instauré, montant fluctuant chaque mois, notamment en fonction des paiements d'heures complémentaires.

La courbe suivante présente les soldes de trésorerie sur trois exercices à chaque fin de trimestre. L'année 2019 reprend le solde de 2018, et l'on peut observer qu'en 2020, en fonction du rythme de décaissements du CPER, une légère diminution de la trésorerie apparaît (7,7 millions). Cependant, en clôture d'exercice 2020, et après versement du solde du CPER, la trésorerie se retrouverait au niveau de 2016 à près de 20 millions d'euros. Tout l'enjeu était donc de s'assurer que, pour engager ces gros travaux de CPER, l'université avait la surface financière pour supporter le décalage entre les encaissements et les décaissements.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs : Est-ce à dire que pendant la période de 2018 à 2021, et notamment pour les deux prochaines années, globalement le niveau bas de trésorerie est relativement limité aux alentours de 10 millions d'euros, et que les marges de manœuvre d'investissements supplémentaires sont relativement faibles, s'il y avait d'autres opérations à mener ?

Le directeur des finances et de la comptabilité répond qu'effectivement, s'il fallait que l'université se lance, à fonctionnement constant sur de nouveaux projets d'investissements à hauteur de ceux mis en place actuellement (37 millions d'euros), il n'est pas certain qu'elle aurait la couverture financière pour le faire. En revanche, d'autres moyens peuvent être envisagés, par exemple, le choix d'un mandant réalisant les dépenses pour le compte de l'université qui serait remboursé au fur à mesure de l'encaissement des recettes.

Le Président indique que, dans le cadre du SPSI, il est question de pouvoir bénéficier d'avances. Le CPER a évolué avec le livre bleu des Outre-Mer notamment, un contrat de convergence permettra désormais de négocier des avances en particulier sur les différentes recettes européennes. Une fois que le SPSI sera totalement bouclé budgétairement, ces avances permettront de ne pas impacter de façon trop négative la trésorerie.

Le directeur des finances et de la comptabilité ajoute que pour établir ces courbes prévisionnelles de trésorerie, la DFC a pris pour hypothèse un budget avec des recettes à caractère général constantes (SCSP, droits d'inscription, ...) et équilibré. Un prélèvement sur fonds de roulement a également été maintenu. Pour être le plus réaliste possible, nous avons opté pour un décalage sur les conventions de recherche (environ 2 millions), le volume actuel des conventions de recherche étant à peu près stable.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs, demandant à intervenir, le Président rappelle que le règlement intérieur prévoit une répartition des temps de parole, mais l'invite toutefois à formuler d'autres questions.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence, fait part de l'inquiétude formulée par la DSI dont le budget a baissé de 42 % par rapport à l'année précédente, alors même que leurs missions augmentent, les besoins pédagogiques étant désormais pris en charge par elle. Comment pensez-vous que ces missions supplémentaires peuvent être intégrées avec un budget inférieur ?

Le Président rappelle que les discussions avec la DSI ont porté sur les travaux mutualisés et sur les besoins en financement notamment des composantes, la lettre de cadrage a fixé une enveloppe budgétaire. Il ne s'est pas agi d'ajouter cette charge en plus des missions existantes de la DSI, il s'est agi de revoir comment pourraient être prises en charge ces actions mutualisées. L'inquiétude soulignée est liée à une incompréhension de la situation comme si nous ajoutions de la charge sans ajouter de moyens supplémentaires. En fait, il s'agit de revoir la charge globale en fonction des moyens dont dispose l'UR.

La directrice générale des services ajoute, en complément, que la DSI elle-même a formulé une demande à hauteur de 300 000 euros, le budget a été abondé à 330 000 euros. Les missions des personnels ont été intégrées au service de la formation des personnels (-15000€), ainsi qu'en matière informatique, les demandes des composantes (135000 €), celles des autres services (59000 €) ainsi le stockage « digital asset management » (40000 euros). Le budget de la DSI est donc de 549 000 euros. Il a été expliqué en effet au directeur des services informatiques que les crédits devaient rester dans l'enveloppe allouée car les demandes sont beaucoup plus importantes que les moyens dont dispose l'UR. La même posture a été adoptée pour tous les services. A partir du budget alloué, une feuille de route va être mise en place qui permettra de faire face aux besoins énoncés. Bien évidemment, des demandes seront effectuées en cours d'année. Pour l'instant, au vu de la dotation allouée, il n'est pas possible d'aller au-delà.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs lit le tableau "budget initial 2019 - tableau 4", et énumère les variations des budgets de la direction du patrimoine, du P2ER, de la formation, du PFVU, de l'orientation et de la DSI entre 2018 et 2019. Il se demande comment, tout en sachant que des fonds ont été prélevés sur les composantes et sur la DSI, ces dépenses peuvent être prises en charge par la DSI ou sur les composantes. Il considère que l'on est en train de sacrifier le fonctionnement général de la formation. Il souhaite avoir de plus amples explications, notamment sur le budget formation. Les divers éléments aboutissent à une baisse des dotations aux composantes de 209 000 €.

Le Président indique que le « cumul toutes ressources » inclut notamment les ressources affectées pour lesquelles les prévisions faites par les structures elles-mêmes peuvent varier grandement d'une année à l'autre. Il préconise d'avoir une vision globale. Par exemple, sur la partie formation et vie universitaire, en comparant avec 2018, il remarque des variations positives qui correspondent à des transferts de fonds (de ligne à ligne). Le budget FVU bénéficie d'un apport nouveau de recettes, la CVEC, qui alimente exclusivement cet ensemble des lignes (de SUAC à Pôle formation et vie universitaire) pour 600 000 €. L'établissement abonde un peu moins sur ces différentes lignes, peu ou prou compensées par l'apport de la CVEC. Il rappelle qu'il faut tenir compte que la subvention exceptionnelle de deux millions d'euros ne peut être reconduite, et que l'établissement ne peut vivre au-dessus de ses moyens. Il fait remarquer que le budget de la direction du patrimoine (3,710 millions d'euros) est un peu inférieur aux années précédentes. En 2017 et 2018, les budgets rectificatifs ont alimenté ces lignes budgétaires car les budgets avaient été sous-estimés.

Le directeur des finances et de la comptabilité précise que le choix a été fait de ne pas intégrer la CVEC dans le tableau "ressources à caractère général" (RCG), mais dans le tableau "ressources propres" car ces crédits sont affectés à la vie étudiante et de campus, donc à des services particuliers. Le budget de la direction du patrimoine bénéficie de 569 000 euros au titre de l'accessibilité et de la mise aux normes. Il rappelle que 200 000 euros non dépensés en 2018 ont été repris en 2019, le service n'étant pas en capacité de gérer plus d'un certain volume de travaux.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs s'interroge : puisque la CVEC (600 000 euros) n'est pas introduite dans le tableau RCG, pourquoi, pour la partie universitaire, des sommes sont prélevées sur les RCG ?

Le Président reconnaît que l'établissement souhaite maintenir son effort avec l'apport des ressources à caractère général. La loi ORE est assez claire : la CVEC n'a pas vocation à compenser ce que met l'établissement sur ce champ. Cependant, l'établissement met un, peu moins que les années précédentes.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs lit que la variation entre 2019 et 2018 est de +70 000 euros de plus (service de la vie universitaire).

Le Président lit le tableau "RCG". Il affirme que, pour plus de transparence, la direction a choisi de faire apparaître les budgets sur des lignes séparées ; les crédits étant précédemment affectés au pôle formation et vie universitaire. Les budgets transférés vers le service vie universitaire sont visibles. A ce tableau, vont s'ajouter les lignes se trouvant sur le tableau « ressources propres ». (cf. documents de travail).

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs ajoute que, ce qui l'interpelle est qu'il n'y a pas augmentation sur la médecine préventive, alors que les besoins sont criants. Des financements à destination de la médecine préventive sont-ils prélevés sur CVEC ?

Le Président rappelle que la répartition de la CVEC, soit 600 000 euros, a été actée dans le cadre d'un groupe de travail. Ainsi le SUMPPS percevra 63 395 euros. Cette somme s'ajoute aux 41 000 euros inscrits dans le budget, par l'université, pour un budget total de 104 395 euros. Il y a donc une forte augmentation du budget de la médecine préventive qui en a effectivement grandement besoin.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs comprend la séparation des types de ressources, mais la CVEC n'est pas une ressource propre. Il réitère ses propos de l'année dernière en affirmant qu'il semble important de lire le budget en termes d'action prioritaire. Ici, il faut donc analyser tout un ensemble de tableaux, agréger les dépenses pour comprendre quelle est la direction. Pour ceux qui ne s'y connaissent pas bien, la lecture est impossible et nécessite un décryptage. L'équipe présidentielle et les services ont travaillé le budget pendant un mois ou deux, les administrateurs ont eu à peine quinze jours. Il faut donc décrypter le document pour connaître les lignes de force en termes d'investissement budgétaire. Il demande que les documents budgétaires soient clairement présentés. Il s'interroge si la lecture du budget permet de voir le cumul des ressources. Est-ce grâce à ce document que l'on peut analyser correctement le budget ? A la lecture du tableau « cumul toutes ressources », le parent pauvre de ce budget, d'une certaine façon c'est la formation.

Le Président reconnaît que le budget de l'établissement est par nature complexe. Toutefois, les services peuvent être sollicités pour un accompagnement à sa lecture. Dans la lettre de cadrage, des enveloppes budgétaires étaient positionnées pour connaître le budget alloué par composante, par service, par type de dépense... La lettre de cadrage attribuait aux composantes une enveloppe de 2 millions d'euros, le budget initial est de 2,3 millions d'euros. Il rappelle qu'il ne faut pas comparer 2019 et 2018 en raison de la recette ponctuelle de 2 millions d'euros. Sur la partie formation et vie universitaire, l'enveloppe avait été calibrée à un million d'euros, elle est désormais de 1,2 millions. On peut donc noter un effort volontariste de l'établissement. L'état actuel des ressources de l'université ne permet pas d'accorder plus de budget car un certain nombre de postes budgétaires nécessitent un accompagnement, par exemple la mise en place d'une médecine de prévention dont le coût est considérable. Analyser ligne par ligne, ne permet pas d'avoir de vision globale. Globalement le budget est en augmentation. Globalement il y a plus de moyens affectés dans l'établissement. Cependant, lors de l'élaboration du budget, les taux d'exécution ont été scrutés et ils sont parlants : les moyens mis à disposition ne seront pas forcément utilisés. Par exemple, 800 000 euros ont été ouverts au budget pour les travaux, et n'ont été réalisés qu'à 60 %. Il y a une réalité de gestion qui fait que ce n'est pas la volumétrie budgétaire qui conditionne ce qui va être réalisé, mais tout un ensemble qui a une limite, en termes de capacité à gérer les moyens mis à

disposition. L'objectif lors de l'élaboration budgétaire a été de mettre les bons moyens là où il faut. Si vous comparez le budget initial 2019 à ceux de 2016 et 2017, vous constaterez que le budget a augmenté.

Yasmine Abdourazak, représentante des personnels BIATSS : Question RIFSEEP (*inaudible*).

Le directeur des ressources humaines précise que depuis 2016, une enveloppe indemnitaire a été définie pour la réévaluation indemnitaire des personnels BIATSS à hauteur de 200 000 euros. Cette enveloppe, discrétionnaire et non compensée par l'Etat, a été reconduite de 2016 à 2018. Un groupe de travail s'est penché sur l'IFSE, notamment pour les personnels ITRF. Le rappel depuis le 1^{er} janvier a été versé en novembre. Cette enveloppe n'a pas été reconduite dans le budget 2019. Les primes actuellement versées aux personnels BIATSS seront stables. Il n'y a pas d'augmentation prévue en 2019.

Yasmine Abdourazak, représentante des personnels BIATSS : (*inaudible*)

Le Président rappelle, pour plus de précision, que le passage au RIFSEEP induisait une requalification des différentes primes. Dans bon nombre d'établissements, ce passage a été effectué à coût constant. Dans le budget 2018, la somme de 200 000 euros avaient été inscrite pour accompagner positivement les primes des personnels BIATSS. Cette augmentation a été effectuée en 2018, et est maintenue en 2019. Il n'est pas question de revenir sur cette augmentation, mais l'université ne « remet » pas une nouvelle enveloppe de 200 000 euros. Le souhait de l'université était d'accompagner la transition vers un nouveau régime indemnitaire qui doit se stabiliser et est désormais pris en charge par la masse salariale.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs relève : vous nous avez indiqué que finalement dans les RCG, pour les composantes, on constate une augmentation. Finalement, on a prélevé sur les RCG 320 000 euros pour de l'investissement. Ces crédits seront-ils utilisés pour des travaux pilotés par la DSI ou le pôle patrimoine, ou seront-ils destinés à des investissements strictement pédagogiques ?

Le Président précise que le groupe de travail co-animé par le VP FVU et le Président du CAC, a étudié les besoins formulés par les composantes : le fléchage portait sur ce qui est spécifique aux composantes et ce qui est mutualisable. Le tableau reproduit les besoins spécifiques des différentes composantes (par exemple, ce qui relève effectivement des équipements pédagogiques, demandés par les composantes). Pour ce qui relève de la mutualisation, un arbitrage a été opéré qui, globalement, stabilise les besoins. Les moyens (301 000 euros) ont cependant été repositionnés sur les lignes qui correspondent aux directions qui portent ces missions : par exemple, la direction du patrimoine, la DSI, la DLHS, la DUN. Ainsi, « d'autres travaux mutualisés » correspondent au droit de tirage des composantes sur la DSI, sur la DUN, sur la DP, sur la DLHS. La somme de ces différentes lignes est de 540 000 euros, qui ont donc changé d'affectation pour des questions réglementaires, pour avoir une identification des marchés, pour avoir des marchés optimisés qui permettent de satisfaire plus de besoins. Ce travail a été fait en accord avec les différentes directions de composantes.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs confirme son inquiétude en ce qui concerne le fonctionnement de la DSI et de la direction du patrimoine.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence rappelle qu'elle avait voté négativement à la lettre de cadrage, puisqu'il y avait des baisses substantielles pour la recherche et la formation. En fait, les graphiques "camemberts" donnent l'impression que les crédits augmentent. Elle ne comprend pas le lien entre la présentation et les tableaux sur lesquels les administrateurs ont travaillé. Aussi, par rapport au biais indiqué, les variations ne peuvent être comprises en tant que telles. Elle demande aux personnalités extérieures en charge de budget si elles peuvent expliquer cet état de fait.

Le Président affirme que les « camemberts » ou les pourcentages donnent une image exacte du document distribué. Le budget étant unique, il n'est pas possible de l'étudier en sectorisant. Cette lecture est obtenue en cumulant les différentes sources de financement. Par rapport à la lettre de cadrage, qui faisait apparaître des diminutions drastiques, le budget a évolué. En effet, on ne peut pas isoler ce qui était initialement prévu. Par exemple pour la formation, le total de 6,6 millions, était en diminution par rapport à 2018, comme expliqué précédemment. Il maintient qu'il faut comparer 2019 et 2017 où le budget était à 6,8 millions, il y a bien une augmentation de budget. Partie recherche, on note également

une augmentation : 5.6 millions (2017) à 6.3 millions (2019). Les documents budgétaires peuvent paraître difficiles à lire. L'objectif toutefois est de communiquer les éléments le plus tôt possible. Dans la lettre de cadrage, il n'y avait pas de diminution budgétaire : en 2017, 99.5 millions d'euros de budget – en 2019 : 104.2 millions de budget.

Le Président précise qu'il avait indiqué que c'était la dernière question. Il demande donc de pouvoir procéder au vote.

Jean-Pierre Chabriot, représentant des professeurs regrette de ne pas avoir pu aborder le sujet de la masse salariale. Il demande un vote à bulletin secret.

Le Président soumet le budget initial est soumis au vote à bulletin secret.

<p>Article 1 : Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :</p> <p>1007 ETPT sous plafond Etat 244 ETPT hors plafond Etat 133 004 388 € d'autorisations d'engagement dont : 101 486 480 € en Personnel 22 915 199 € en Fonctionnement 8 602 709 € en Investissement 146 821 863 € en crédits de paiement dont : 101 486 480 € en Personnel 23 134 165 € en Fonctionnement 22 201 217 € en Investissement 142 775 131 € de prévisions de recettes - 4 046 731 € de solde budgétaire</p> <p>Article 2 : Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes : - 4 046 731 € de variation de trésorerie 109 315 € de résultat patrimonial 1 909 315 € de capacité d'autofinancement - 929 047 € de prélèvement au fonds de roulement</p>
<p><u>Résultat du vote à bulletin secret :</u> Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34</p> <p>Nombre de bulletins : OUI : 22 - NON : 11 - BLANC : 01</p>

Le budget initial 2019 est adopté.

3. Campagne emploi 2019

Le Président souligne que la campagne emploi 2019 été co-construite par les composantes, les services et l'équipe présidentielle. Il indique qu'une seule modification a été portée au tableau « campagne emploi 2019 – volet enseignants-chercheurs et enseignants », modification demandée par le rectorat. En effet, les moyens alloués au titre du plan étudiant 2019 n'ont pas encore été répartis, une démarche parallèle a toutefois été effectuée auprès du ministère pour la création d'emplois au titre du plan de convergence. C'est pourquoi la mention « pour information : sous réserve de création d'emplois 2019 » a été portée dans la colonne « observations ». L'objectif est donc de ne pas de flécher ces emplois dans le cadre des emplois étudiants, puisque nous pourrions être accompagnés dans le cadre d'un plan de convergence.

L'ensemble des documents comprend deux tableaux enseignants chercheurs (titulaires et contractuels), deux tableaux pour les emplois BIATSS (titulaires et contractuels), un tableau de requalification d'emplois, et un récapitulatif permettant un état des lieux de la masse salariale. La volumétrie a été actée en octobre 2018 : 15 emplois enseignants-chercheurs et 8 emplois BIATSS proposés aux concours. Les propositions des structures concernées ont permis de réaliser des économies de masse salariale.

Globalement, s'agissant des emplois enseignants et enseignants chercheurs contractuels (ATER, professeurs contractuels), ils correspondent à une première vague de recrutement des ATER et enseignants contractuels. Une deuxième vague pourrait s'ouvrir en mai.

Il précise n'avoir pas de doutes sur la soutenabilité budgétaire de cette campagne emploi.

Le premier tableau (enseignants-chercheurs et enseignants) présente la volumétrie des quinze emplois enseignants et enseignants chercheurs, issue d'un groupe de travail. En premier lieu, les emplois issus de la campagne 2018 et invalidés ont été repositionnés avec une possibilité de requalification. Ensuite, les engagements pris en conseil d'administration les années précédentes ont été respectés: 1 emploi à l'UFR Droit et Economie (demandé en 2^e position l'année dernière, reporté pour la réalisation des douze emplois « Sauvadet », tout comme l'UFR LSH et l'ESIROI pour d'autres emplois).

Le Président fait la lecture détaillée du tableau.(cf. *document de travail*).

Dans le tableau, les lignes bleues correspondent aux besoins exprimés par les composantes en cas de créations d'emplois potentiels dans le cadre du plan étudiant 2019. Cette présentation a été proposée par une composante et acceptée par d'autres (cf. *document de travail*).

Les lignes sont affichées sans masse salariale pour information des besoins exprimés au titre des composantes.

Le Président présente le tableau du volet enseignant – enseignants-chercheurs contractuels et liste les emplois (cf. *document de travail*).

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande si ces documents ont été présentés à l'identique en comité technique et en conseil académique, et si ensuite, ils ont été validés.

Le Président précise que les documents ont été présentés en CTE le 05 décembre dernier et en CAC plénier le 11 décembre. Compte tenu de la situation exceptionnelle de la fermeture de l'établissement ces quinze derniers jours, l'interaction a été privilégiée avec l'ensemble des directions de composante et des instances. A chaque fois, les amendements proposés ont été intégrés. Ainsi, le document présenté au comité technique d'établissement n'était pas identique. Le CTE s'est prononcé contre la version proposée par 7 voix contre, 2 pour. Après le vote, il leur a été demandé pourquoi le vote a été négatif, et il a été répondu qu'ils n'avaient pas compris certaines choses, c'est la raison pour laquelle les documents ont été modifiés.

Le Président du Conseil académique (CAC), répond que, pour le conseil académique, le document présenté est identique, sauf modification demandée par le contrôle de légalité du rectorat, car il était impossible d'évoquer le plan étudiant 2019, puisqu'inconnu à ce jour, comme évoqué précédemment. Par ailleurs, et pour donner suite à la demande de Jean-Pierre Chabriat, nous avons produit et publié sur la GED, comme demandé en conseil académique, l'ensemble des fiches de poste. Après de longues discussions, la proposition a été rejetée par 25 voix contre, 19 pour et 2 blancs.

Le Président rappelle que les avis formulés dans ces instances ne lient pas le conseil d'administration qui détient le rôle décisionnel. Pour compléter la question des modifications des documents, un journal des modifications a été tenu entre le comité technique d'établissement et le conseil d'administration. La seule modification sur le fond porte sur l'intégration d'un emploi à l'ESPE, demande émanant du CTE. S'agissant du volet emplois BIATSS, des emplois ont été repositionnés pour plus de clarté dans un autre tableau. Une seule demande a été effectuée par l'UFR ST. Sur chacun des volets, les modifications sont présentées. Au niveau du CTE, un poste à l'UFR SHE a été modifié, il s'agit d'un poste de PRAG. Les autres modifications portent notamment sur la forme (lignes bleues). Pour ce qui concerne les emplois BIATSS, cinq emplois d'IGE ont été ouverts ; ces emplois n'apparaissent plus car présentés sur un autre tableau. Il souligne qu'en CTE, des collègues n'avaient pas compris que les postes BIATSS étaient ouverts au titre de la mobilité interne, et non pas en recrutement par concours. Au titre du volet BIATSS contractuels : une demande de l'ESPE a été intégrée (au lieu de BAP J, contractuel BIATSS). Une autre demande de modification a été faite concernant le transfert d'un agent placé initialement au cabinet et affecté désormais à l'UFR LSH.

La seule modification de fond concerne un poste de technicien à l'UFR ST, demande formulée à la fois,

par le responsable administratif et, en commission des directeurs de composante, par la directrice de l'UFR sciences et technologies.

Le Président du Conseil académique (CAc) souligne qu'en conseil académique au terme d'échanges et de discussions, un élu a souhaité un vote segmenté pour une CE 2018 et pour une CE 2019, pour la partie enseignants-chercheurs et pour la partie BIATSS. Il ajoute qu'il a considéré que ce n'était pas l'esprit du point inscrit à l'ordre du jour. Toutes les informations ont été données, poste par poste. Le budget est unique, et il n'était pas question de déconstruire ce qui avait été fait en bonne intelligence et remettre en question les travaux.

Nathalie Wallian, représentante des professeurs : *(enregistrement de mauvaise qualité - coupures)* mentionne que l'an passé le CA avait voté séparément la CE 2018 BIATSS et la CE 2018 enseignants-chercheurs lorsqu'il s'était agi de sauver les emplois "Sauvadet". Si elle a été co-construite, pourquoi cette campagne emploi a-t-elle été rejetée ? Les avis des instances ne sont donc pas anodins, le vote du conseil d'administration est une responsabilité très lourde à prendre par les administrateurs. Les collègues qui ont participé au conseil académique apprécieront que leur vote est lié à des *(coupure - inaudible)*.

Le Président rappelle que la réglementation prévoit la sollicitation de l'ensemble de ces instances. Le CTE est une instance consultative qui donne un avis qui peut ne pas être suivi par le conseil d'administration. Le CAc, sur le volet des moyens de l'établissement, émet un avis consultatif, et sur la campagne emploi n'émet pas d'avis sur les moyens mais sur la coloration des emplois ; cet avis n'est pas liant pour le conseil d'administration. La seule instance qui a un pouvoir de décision sur les moyens de l'établissement, c'est le conseil d'administration. Ce sont les voix des administrateurs qui ont le pouvoir d'accompagner ou pas les moyens de l'établissement.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence souhaite revenir sur le CTE : il est un peu juste de dire que, pour le CTE, c'étaient des incompréhensions. Le refus a plusieurs raisons, la première est que le document a été envoyé entre midi et deux pour être voté l'après-midi, la seconde est que le document était non conforme aux remontées des UFR, notamment Santé, FST et FLSH (en particulier le poste d'histoire, qui n'avait pu être validé par les conseils, puisque cela a été fait après le comité technique), mais également par rapport à la précarité accentuée dans cette campagne emploi au regard des emplois BIATSS, (122 BIATSS contractuels qui fait l'essentiel de cette campagne emploi). Ce n'était donc pas une incompréhension. Pour ce qui est du CAc, les 25 voix « contre » ne doivent pas non plus découler d'incompréhensions. Elle souhaiterait avoir un retour plus précis.

Le Président précise que le retour évoqué émane d'une personne. Pour être objectif, il faudrait également avoir les éléments d'éclairage des personnes qui se sont positionnées favorablement.

Le Président du Conseil académique souligne, que pour le CAc, on ne peut pas à proprement parler d'incompréhension, les débats ont été extrêmement riches. Un exemple de question posée en séance : un ancien vice-Président en charge du conseil d'administration évoquait la fusion des campagnes emplois 2018 et 2019. Un autre collègue faisait remarquer que cela concernait une volumétrie jugée par certains trop faible, contrainte, mais en raison des campagnes emplois pléthoriques des années précédentes. Une campagne emploi à 70 postes n'est pas anodine ni en N+1 ni en N+2 (GVT, progression indiciaire, etc.). Une campagne emploi à 70 postes, pendant ces mêmes années fermait des formations, sans autre explication, notamment à l'UFR Lettres qui a perdu des pans entiers de l'offre de formation, par exemple en master d'espagnol. Ces mêmes personnes qui coupaient dans l'offre de formation, qui ouvraient des campagnes emplois pléthoriques, s'insurgent aujourd'hui contre la volumétrie restreinte de la campagne emploi actuelle. Ce n'est pas de l'incompréhension, c'est de l'opposition. Que l'opposition s'oppose, c'est l'essence même de la démocratie, cela n'est pas gênant.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs a une question de fond sur les compétences des instances : le conseil d'administration a pour mission de voter le budget, les lignes de force budgétaire et la stratégie. Concernant les emplois, ils sont traduits en termes de masse salariale, répartition des emplois et répartition de la masse salariale. Comme dit l'année dernière, le conseil d'administration n'a pas compétence, à se prononcer sur la coloration des postes, qui relève de la compétence du conseil académique. Le conseil académique a pour attribution d'être consulté sur la qualification à donner aux emplois vacants d'enseignants-chercheurs et chercheurs. Concernant la qualification des emplois sur la

partie BIATSS, c'est la CPE qui traite de ces questions, et en particulier, celles de la mobilité interne. La mobilité interne des enseignants chercheurs est à traiter par le conseil académique restreint.

Il indique que son problème principal, avant d'entamer une discussion, est que le budget a été voté, et par voie de conséquence les masses salariales. On peut voter la répartition des emplois c'est-à-dire tant de masse salariale dans telle direction et tant dans telle composante. Maintenant sur le choix des sections CNU et de la typologie des postes de BIATSS, cela ne relève pas du conseil d'administration. Dans une logique de modernisation de l'université telle qu'on l'a souhaité et notamment par la présence d'un Président du conseil académique, et l'esprit même du conseil académique, c'est d'aller dans cette direction. Reste-t-on dans le même schéma, où les différentes instances prennent des avis, qui peuvent être négatifs, et en bout de course, une trentaine de personnes en conseil d'administration vont décider du contraire de ce que les autres instances ont par ailleurs décidé ? Il considère que c'est au conseil académique de préciser les profils des emplois et des fiches de poste. Il lui semble que l'université avait choisi à certain moment de ne plus être dans un schéma dans lequel le conseil d'administration ne serait pas souverain de compétences qui relèvent d'autres instances ou, en tout cas, qui doivent être déléguées à d'autres instances. D'une certaine façon, à un certain moment, à force de ne pas être entendus, d'autres événements peuvent se dérouler.

Le Président peut comprendre, mais renvoie aux statuts de l'université : le conseil d'administration vote un budget et administre l'établissement. Pour le conseil d'administration, c'est donc la question des moyens et du positionnement des moyens dans l'établissement. 100 % des universités ont validé leur campagne emploi dans leurs conseils d'administration.

La directrice générale des services complète : s'agissant de la partie BIATSS hors réorganisation, sur la campagne emploi 2019 et sur le volet titulaire, en préambule, priorité a été donnée à des propositions de parcours professionnels en interne : sept rehaussements, et un concours sur emploi vacant pour la DUN. Pour la DLSH, c'est un technicien, pour l'IUT, un technicien et un ASI, pour l'UFR DE, un poste d'ASI, pour l'ESPE, un ASI, pour l'UFR ST et l'UFR SHE, un technicien. Une « mini » GPEEC a été proposée, en lien avec l'ensemble des personnels, après vérification des moyens dont l'université disposait. Il s'avère qu'au SCD, le besoin n'était pas de remplacer le poste de conservateur en chef à l'identique. Le besoin réel était d'avoir un poste d'un bibliothécaire et d'un magasinier. Cela permet de réaliser une économie de la masse salariale. L'objectif principal est de fonctionner avec les bonnes personnes à la bonne place et les bonnes fonctions au bon endroit. Pour la DUN, une demande de concours sur emploi vacant pour une/un opérateur/opératrice audiovisuel.

Le directeur des ressources humaines donne lecture du tableau "BIATSS contractuels", hors contrats aidés, hors ressources propres et hors ressources affectées. Les lignes en surbrillance correspondent aux créations.

La directrice générale des services précise par ailleurs qu'une enveloppe de 76 000 euros à destination de l'ensemble de l'établissement a été placée sous sa responsabilité afin de faire face à des vacances (congés de maternité, congés de maladie longs) ou à des absences prolongées. Elle a observé des exemples de difficultés dans les services. Cela permettra, pour les collègues partant en congé de maternité de partir sereinement.

Le directeur des ressources humaines ajoute qu'une enveloppe de vacations de 30000 euros a été positionnée au niveau de la DRH :

- Recrutement de 15000 euros pour le service formation, et 15000 euros pour le chargé de mission « qualité de vie au travail ».
- Création d'un poste de catégorie B, pour le Pôle égalité et vacations pour accompagner des personnes lourdement handicapées.
- Demande du SUAPS d'un catégorie C, pour le gymnase du sud, et des vacations.
- Demande d'un médecin pour le SUMPPS (50 %).
- Pour l'UFR santé, CDD de catégorie A sur huit mois,
- Un CDD de niveau A2 pour le LACy afin de compenser une mutation.

La directrice générale des services présente le dernier tableau "volet emplois BIATSS relatif à la mobilité interne dans le cadre de la réorganisation des services". Elle rappelle que cette réorganisation a été validée à l'unanimité en CTE du 22 juin 2018 puis validée en conseil d'administration du 13 septembre

2018. Le premier poste correspond à une demande de la DGSIP de positionner un contrôleur de gestion positionné au niveau de la direction générale des services qui permettra au ministère mais aussi à l'établissement d'avoir une meilleure lisibilité sur la cartographie des risques, grâce à un ensemble d'indicateurs. Le deuxième poste concerne l'administration des systèmes d'information, afin d'avoir une arborescence identique dans l'établissement et faire bénéficier à l'ensemble des services d'un outil de pilotage performant. Les trois postes de coordonnateur de pôle, "Éco-campus et infrastructures", "formation réussite universitaire" et « excellence et rayonnement » seront pourvus par mutation interne ; le quatrième pôle "pilotage et affaires générales" sera sous la responsabilité directe de la directrice générale des services. Pour le poste de « coordonnateur des responsables administratifs de composante », il a été décidé collégialement que cette mission serait assurée en surcharge par l'un d'entre eux.

Enfin, **le directeur des ressources humaines** donne lecture du tableau de synthèse.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs réitère son observation de la page 7 du procès-verbal du conseil d'administration du 22 février 2018 :

« Jean-Pierre CHABRIAT : est heureux de ne plus voir la campagne de mobilité interne être traitée au sein du conseil d'administration... ». Et on recommence...

Le Président demande d'être précis car ce n'est pas la même chose : dans la campagne emploi précédente, la mobilité interne avait été actée. Aujourd'hui, l'établissement a des emplois, pour lesquels il est demandé au conseil d'administration de se prononcer sur leur requalification. La campagne de mobilité interne de ces emplois n'est pas lancée.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs indique que, de son point de vue, cela ne relève pas du conseil d'administration. Il rappelle qu'il a entière confiance en la directrice générale des services. Il ne comprend pas en quoi il doit donner un blanc-seing pour la réorganisation de service.

Le Président clôt le débat et indique que le vote porte sur les 157 emplois proposés.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande le vote à bulletin secret

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent la campagne emploi pour l'année 2019 :
la liste des emplois affectés figurant dans les tableaux joints « campagne- emplois – Enseignants et Enseignants-chercheurs » ;
la liste des emplois affectés figurant dans les tableaux joints « campagne- emplois – BIATSS » ;
Résultat du vote à bulletin secret :
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34
Nombre de bulletins : OUI : 22 - NON : 12 - BLANC : 0

Le Président se déclare satisfait de l'adoption de la campagne emploi 2019, particulièrement pour ce qui concerne les agents non titulaires.

4. Création du service universitaire de vie étudiante et de campus (SUVEC).

Le Président laisse la parole au vice-Président du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire

Le vice-Président du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire (VPCA-FVU) : La délibération porte sur la création d'un service dénommé SUVEC. Il existe un objectif institutionnel derrière ce projet : la vie étudiante est une politique d'établissement que les pouvoirs publics ont souhaité structurer, dynamiser et rendre plus lisible par un plan national vie étudiante (PNVE) lancé en octobre

2015 et sur lequel s'était engagé l'établissement. Un bilan de cette mise en oeuvre locale a été validé en novembre 2017. La contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) a ensuite été introduite et demande à ce que la politique mise en oeuvre pour la vie étudiante soit lisible et suivie par l'établissement, avec un budget clairement identifié. De plus, les structures en charge de la vie étudiante, SVU, rattaché à la DSVE, - OVE, laissé en berne pendant deux ans - BVE, instance coordonnant la mise en oeuvre de la politique opérationnelle de la politique étudiante sont sous contrôle de la CFVU. L'objectif du regroupement de ces services est de donner de la lisibilité et de la visibilité à la vie étudiante. En parallèle, les opérateurs de la vie étudiante (SUAC, SUAPS, SUMPPS) ont préparé la mise en oeuvre d'un schéma directeur d'amélioration de la qualité de vie étudiante, dans la perspective du prochain contrat.

Le Président rappelle que lors de précédentes séances plénières de conseils d'administration, il avait été demandé un retour des participants à ce groupe de travail et des acteurs de la vie étudiante et de campus.

Eric Lacroix, directeur du SUAPS, indique que son service est favorable à la création du SUVEC, puisqu'il va regrouper des forces, et qu'il requiert l'engagement des étudiants. L'université de La Réunion est en retard sur le schéma directeur de la vie étudiante. La vie étudiante et la vie de campus souffrent énormément. Plusieurs sites sont en peine (aspect culturel, médecine préventive et le sport). Le regroupement de tous les acteurs va permettre de mettre en place de réels projets. Sa seule appréhension est celle de la nomination du directeur à laquelle doit être associée une fiche de poste.

Anne-Sylvie Pasques, directrice du SUMPPS reconnaît que la création du service est incontournable. Lors du groupe de travail, la répartition des crédits de la CVEC a été décidée. Travailler avec les étudiants, est une évidence, car, déjà, au sein de son service, elle essaie d'être en partenariat avec les étudiants. C'est de cette complémentarité que va naître la dynamique et la richesse de toutes les actions que l'on peut mettre en place. L'absence de définition claire et précise de ce poste de directeur du SUVEC, est gênante, d'autant que la fiche de poste n'a pas été publiée.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs, voudrait savoir tout d'abord si on délibère sur la création du service ou sur les statuts du service.

Le Président indique que la proposition est de délibérer sur la création du service et sur l'approbation des statuts en une seule et même délibération.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs pense que cette façon de procéder n'est pas tout à fait adaptée.

Le Président répond c'est ainsi qu'il avait été procédé par le passé lors de la création du Pôle Égalité, du pôle entrepreneuriat...

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs l'entend, mais que les erreurs, ne doivent pas forcément être reproduites.

Le Président réplique que, jusqu'à nouvel ordre, ce n'étaient pas des erreurs, parce que ces services ont été créés et fonctionnent aujourd'hui.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs souligne que des modifications de statut sont proposées effectivement à l'intérieur de ce service. En préambule, si on avait dissocié les votes, il indique qu'il aurait été favorable à la création du service, en revanche, sur les statuts, il a encore beaucoup d'interrogations.

Sur les statuts, quelques modifications ont été apportées qui respectent davantage l'esprit de nos institutions, mais néanmoins, des collègues l'ont alerté sur un certain nombre de points. A la fin de l'article 7, il est précisé que « la durée du mandat est de quatre ans pour les personnels et de deux ans pour les usagers », pourquoi y-a-t-il une durée de quatre ans pour les personnels ?

Le Président répond que c'est une durée courante.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs pense que cela n'existe nulle part ailleurs dans les statuts.

Le Président dit qu'il en va de même du pôle entrepreneuriat étudiant, de la médecine préventive (trois ans).

Eric Lacroix, directeur du SUAPS souligne qu'il est difficile d'avoir les étudiants pendant trois ou quatre ans.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs signale que l'article 8 est le point d'intervention principal. Le conseil du service n'est que consulté, il n'est pas décisionnaire, ce qui est particulièrement surprenant et gênant. Compte tenu des enjeux financiers, dans une composante, le directeur de composante ne décide pas, la décision revient au conseil. Ici, le conseil ne décide pas : qui décide ? le VPE ? le VPFVU ? le RA qui a le pouvoir de décision sur la gestion des moyens ? En d'autres termes, ce conseil est consulté sur les moyens du service et non pas sur la répartition des moyens du service. Qui fixe les orientations générales ? Qui fixe les moyens ? Qui fixe la répartition des moyens ?

Le VPCA-FVU rappelle que l'existence d'un volet gouvernance de la vie étudiante (*coupure – inaudible*) dans l'évaluation du HCERES.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs (*reprise de parole inaudible*). Dans les autres entités au sein desquelles il y a un conseil, dans l'institution universitaire, c'est la démarche même de la démocratie dite de proximité : c'est le conseil qui a le pouvoir de décision, et le directeur émet des propositions au sein même du conseil d'administration. Le directeur propose et donne les lignes directrices, et, comme souvent dit, c'est aux administrateurs de décider. Si on veut donner de l'autonomie à ce service, c'est au conseil de décider. Il ajoute que, pour lui, c'est la présidence qui délègue au VPFVU et au VPE. En cas de problème, il y a quand même une autorité institutionnelle qui peut intervenir. C'est une démarche qui sert à mettre en place les garanties institutionnelles de ce service. Il veut parer à toute dérive potentielle qui pourrait être regrettée. En d'autres termes, à son sens, ce conseil doit être décisionnel : il décide des orientations générales, il décide de la répartition des moyens. Les moyens du service sont votés par le conseil d'administration, en revanche, la répartition doit être votée par le conseil. Quand le conseil d'administration vote la répartition des moyens par composante, au final, filière par filière, selon le code de l'éducation, nous ne sommes pas dans notre rôle. L'article 712-6-1 précise : « I.-La commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique est consultée sur les programmes de formation des composantes.

Elle adopte :

1° La répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la formation telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration ; ».

Nous devons donc allouer une enveloppe au CFVU qui en fait la répartition. De manière symétrique, le conseil d'administration alloue une enveloppe au conseil de la vie étudiante qui ensuite, par la même démarche, répartit les moyens des différentes missions de ce service. En toute honnêteté, si nous l'avions vu la dernière fois, nous l'aurions dit. Un certain nombre d'administratifs l'ont alerté sur cette question qui est une question de fond.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs rappelle que le budget de la CVEC a été adopté dans le budget initial de l'établissement, ce que nous n'aurions peut-être pas dû faire. Pour l'instant le service universitaire de la vie universitaire et des campus n'existe pas. Lorsqu'il existera en 2019, le service, à l'aide de son conseil, devra décider de la répartition de cette enveloppe tenant compte d'un certain nombre de contraintes ministérielles, notamment d'affectations automatiques à un certain nombre de missions.

Le Président rappelle que la répartition de la CVEC a déjà été validée., la part la plus importante étant destinée au FSDIE, pour soutenir les initiatives étudiantes. Ce qui est proposé ici c'est la création d'un service qui regroupe l'ensemble SVU, BVE, OVE.

Les statuts pourront être modifiés. La même discussion a eu lieu en comité technique d'établissement, et c'est là une question de compétences : le conseil d'administration n'a pas à élaborer les statuts d'un service. Le conseil d'administration valide ou pas, il peut proposer des amendements. Les statuts de l'institut indianocéanique du numérique qui vient d'être créé, vont être modifiés. Il faut bien un point de départ. Ils ne sont pas immuables. C'est la première fois dans cet établissement que l'on met en place un conseil dédié à la vie étudiante.

Le VPCA-FVU fait référence au PNVE. La commission de la CFVU réunie le 07 novembre 2017 préconise

pour l'université de La Réunion l'élaboration d'un schéma directeur pour l'amélioration de la qualité de vie étudiante prévue par loi du 22 juillet 2013 pour l'enseignement supérieur et de la recherche. La création d'un conseil de la vie étudiante, conformément au contrat quinquennal 2016-2020, pour l'amélioration, la mise en œuvre et le suivi du schéma directeur. Enfin, sur demande des étudiants, la prise en compte dans ce schéma directeur, d'une politique de service aux usagers sur les priorités suivantes : l'accès aux services (horaires des bibliothèques, déjà réalisé par la nouvelle directrice du SCD), la carte multiservices, la prévention et la promotion de la santé des étudiants, l'équité territoriale, accès au droit, et la modernisation des services.

Samantha Pothin, représentante des usagers : inaudible.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence demande si le conseil d'administration doit se prononcer sur la création d'un service et l'adoption des statuts, refusés au dernier conseil d'administration.

Le Président indique que c'est la version amendée après le dernier conseil d'administration qui est adossée à celle du service.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence souligne qu'elle n'a pas sous les yeux la version amendée.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux note quatre modifications sur l'article 7, deux représentants de la maison des étudiants, élus au conseil de la vie étudiante, après appel à candidatures (modalité) ;

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence déclare qu'elle n'a pas cette version mais demande donc si elle doit se prononcer sur la version refusée par le comité technique d'établissement.

Le Président répond affirmativement.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence précise que le CTE avait refusé les modifications, car les membres demandaient à revoir l'ensemble des statuts, ce qui n'a pas été possible.

Le Président soumet aux voix la création du service et l'adossement des statuts intégrant l'ensemble des modifications demandées par le précédent conseil d'administration. Un vote à bulletin secret est demandé.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration décident la création d'un service général à l'université de La Réunion : le service universitaire de la vie étudiante et de Campus (SUVEC) et approuvent ses statuts.
Résultat du vote à bulletin secret : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34 Nombre de bulletins : OUI : 19 - NON : 15 - BLANC : 0

5.- Critères de choix et barème pour les bénéficiaires de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) au titre de la campagne 2019.

Le Président du conseil académique précise qu'il s'agit de regarder les critères et le barème.

La PEDR est attribuée pour activité d'un niveau élevé au regard de la production scientifique de l'encadrement doctoral, de la production des travaux, de la responsabilité scientifique exercée. Il peut également s'agir de contributions exceptionnelles à la recherche, de distinctions scientifiques de niveau international, et de chercheurs placés en délégation auprès de l'institut universitaire de France.

Elle peut être également attribuée localement. C'est l'établissement qui fixe la volumétrie et les critères. L'université a fait le choix de regarder le jugement de ses pairs, c'est-à-dire les membres du comité

national des universités, avec une évaluation qui prend en compte : publication de travaux, encadrement doctoral, diffusion des travaux, responsabilité scientifique (PEDR).

Le CNU au final regroupe les candidatures en trois blocs, les personnes ayant une note A à l'ensemble des items seuillé à l'ensemble des candidatures à 20 % ; 30 % aux personnels satisfaisant pleinement aux critères, et 50 % aux enseignants chercheurs dont les demandes satisfont pleinement aux critères et dont la note globale est supérieure ou égale à 12.

Les candidats sont classés en fonction de notes attribuées à chacun des quatre critères : A= 5 points, B = 3 points, C = 1 point.

Les autres candidatures ne bénéficient pas de la PEDR. Les montants ont été validés en commission de la recherche en 2017 : MCF et PR 5000 euros ; une PEDR augmentée de 1000 euros pour les « chaires mixtes ».

La commission de la recherche avait statué sur les critères et les barèmes, après que le CacR en a débattu.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande pourquoi traiter des critères de choix et des barèmes au conseil d'administration ?

Le Président répond que c'est ce qui a été déjà fait antérieurement : le CA étudie les barèmes.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs souhaite que l'on change de logiciel concernant l'utilisation des finances au sein de l'établissement. Le conseil d'administration doit décider d'une enveloppe que l'on attribue globalement pour la PEDR, charge au conseil académique restreint de décider de la répartition. La répartition des moyens est réalisée par la commission de la recherche. Il pense que l'université doit se moderniser et perdre les vieilles habitudes. Pour l'année prochaine, on peut se demander si on augmente l'enveloppe de 10 % ou si on la diminue, et ensuite c'est au conseil académique restreint et à la commission de la recherche de décider.

Le Président soumet aux voix les critères et les barèmes tels qu'indiqués dans les documents transmis.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs, pour être conforme à ce qui vient d'être dit, refuse de voter.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration approuvent, le barème et les critères de choix des bénéficiaires de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) au titre de la campagne 2019 :	
	Barème pour 2019
Professeurs d'université et maîtres de conférence	5 000 €
Chaire mixte	6 000 €
<ul style="list-style-type: none">● les enseignants-chercheurs dont les demandes satisfont pleinement aux critères et sont de la plus grande qualité (classés 20%) sont retenus et bénéficient de la PEDR ;● les enseignants-chercheurs dont les demandes satisfont pleinement aux critères (classés 30%) peuvent bénéficier en premier lieu de la PEDR, <u>sous réserve de soutenabilité budgétaire.</u>● les enseignants-chercheurs dont les demandes satisfont pleinement aux critères (classés 50%) et dont la note globale est supérieure ou égale à 12 peuvent bénéficier en second lieu de la PEDR, <u>sous réserve de soutenabilité budgétaire.</u> <p>En cas d'insuffisance budgétaire, ces candidats seront classés en fonction de notes attribuées à chacun des quatre critères : A = 5 points ; B = 3 points ; C = 1 point.</p> <ul style="list-style-type: none">● les autres candidatures des enseignants-chercheurs qui ne satisfont pas ces critères ne bénéficient pas de la PEDR.	
Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34 Nombre de voix – POUR : 29 – CONTRE : 0 – ABSTENTIONS : 3 Nombre de refus de vote : 2	

6. Capacités d'accueil pour l'accès à la première et deuxième année du diplôme de master.

Le VPCA-FVU rappelle qu'il est nécessaire de fixer, dans le cadre de la nouvelle organisation des première et deuxième années du diplôme de master, les capacités d'accueil pour tous les publics candidats à ces formations. Les capacités ont été ajustées sur consultation des directeurs de composante, et au regard du bilan de la campagne précédente qui a été validé lors de la CFVU du 14 novembre 2018.

Stéphane Manant, représentant des étudiants indique qu'il y a deux ans, lors de la première campagne master, il restait 24 étudiants sans proposition qui ont été dirigés vers le PROFIL. Quel est le bilan de cette année ? Combien d'étudiants restant sans proposition, et quelle suite a été donnée.

Le VPCA-FVU précise que globalement aucun étudiant n'est resté sans affectation. La commission transversale du 31 août a statué sur toutes les demandes adressées par le rectorat et par les candidats non retenus dans d'autres établissements. Toutes les situations individuelles ont été réglées.

Stéphane Manant, représentant des étudiants demande pourquoi les masters 1 en droit sont des exceptions ?

Le VPCA-FVU indique que le décret exclut les master 1 droit et psychologie. Une sélection est prévue à l'entrée en M2, il y a donc deux règlements pour ces filières-là.

Stéphane Manant, représentant des étudiants s'interroge sur ce qu'ont pensé les étudiants en M1 à l'ESPE des modalités telles que le test de piscine, l'épreuve écrite et la présentation du dossier.

Le VPCA-FVU reconnaît que cette question est intéressante puisqu'elle questionne l'évaluation de la formation, en ligne avec la démarche qualité. Ces modalités ont été fixées par le règlement de l'ESPE, il fait office de publicité pour les candidats qui savent qu'ils doivent présenter ces prérequis. C'est la politique de la composante. Il serait intéressant de recueillir les avis des étudiants.

Stéphane Manant, représentant des étudiants informe qu'il devrait y avoir une réforme cette année, les ESPE devenant des INSP.

Le VPCA-FVU admet que la structure va changer, mais que le cadre de formation n'est pas précisé. L'Université fait partie de la vague E, les affectations à préparer sont celles de la vague E des masters MEEF, qui ne sont pour l'instant pas abrogés.

Yasmine Abdourazak, représentante des personnels BIATSS : (inaudible).

Jean-Marc Rizzo, directeur de l'UFR DE : (inaudible)

Le VPCA-FVU demande si la capacité indiquée est la bonne pour 2019-2020.

Le Président rappelle que la délibération porte sur les capacités d'accueil pour les masters 1 et pour les masters 2.

Jean-Pierre Chabriot, représentant des professeurs demande si le conseil d'administration doit statuer sur ces questions.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux (SAJC) répond qu'il est bien prévu que le conseil d'administration valide les capacités d'accueil puisque l'avis remonte au recteur.

Le VPCA-FVU précise qu'une modification des effectifs est à apporter au document de 25 à 20 et non pas de 50 à 20.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration valident les capacités d'accueil pour l'accès à la première et deuxième année du diplôme de master, conformément aux documents joints.
--

Résultat du vote à main levée:

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34

Nombre de voix : - **POUR** : 32 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTIONS** : 02

7. Demandes de financement de projets de recherche et labellisations de colloque.

7.1 Demandes de financement de projets de recherche.

Le Président du conseil académique présente le tableau de synthèse des demandes de financement. Elles traduisent le dynamisme des équipes (Qualisud, Entropie, Espace Dev, Piment, LIM, CRJ et PVBMT et CEPOI de façon indirecte. Sur l'ensemble de ces propositions, les observations disent le cadre de ces financements : ANR ou appels à projet du ministère de la recherche. Un important projet donnera lieu à un événement en juillet 2019, « Island Biology » avec sans doute une première dans l'établissement puisque plusieurs fédérations de recherche collaboreront à cette occasion. Les montants importants proviennent de ressources affectées (financement de l'ANR et du FEDER).

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration valident :

Les sept demandes de financements suivantes:

Montant des demandes de financement pour les projets (tableau récapitulatif annexé) :

Nom du projet	Montant du projet	Financement hors UR	Apport UR
BIOSTORAGE	381 000.00 €	ANR : 291 000 €	90 000 €
LABEX CORAIL	3326.40 €	ANR/EPHE	
ADAMS	170 945.52 €	AAPG ANR 228 : 46 595.52 €	124 350 €
SWF-GRID	24 300.00 €	ANR	
R3P	940 000.00 €	ANR AAP 2019 : 640 000 €	300 000 €
Projet de recherche exploratoire sur les féminicides à La Réunion	3 218.00 €		
Mise en réseau des acteurs et actions conjointes de formation pour la biodiversité marine et terrestre en coopération avec les pays de la COI	310 000.00 €	UE INTERREG V	

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34

Nombre de voix **POUR** : 34 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTION** : 0

7.2 - Labellisation de colloque :

Demande de labellisation de 9000 euros pour le colloque « l'habitude en droit », qui s'est déroulé le 26 octobre 2018, et accordée *a posteriori* à la dernière commission recherche.

Eric Jeuffrault : inaudible

Le Président soumet aux voix la labellisation de colloque.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration valident :

La demande de labellisation de colloque suivante :

UFR DROIT ET ECONOMIE : L'habitude en droit

Résultat des votes à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 34

Nombre de voix - **POUR** : 34 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTION** : 0

8. Attribution de subventions aux épiceries solidaires.

Le VPCA-FVU rappelle, pour mémoire, que l'an passé des subventions avaient été accordées à « solidarité étudiante » au regard d'un bilan financier transmis au conseil d'administration faisant état de difficultés financières pour clôturer l'année 2017, notamment pour les questions de masse salariale. Cette année, il s'agit d'un équilibrage pour 2018, avec une subvention de 5000 euros, pour compenser la non reconduction du dispositif des contrats aidés. Les deux subventions (2 x 14 000 euros) correspondent également à de la masse salariale pour compenser la fin des recrutements en contrat aidé et permettre de maintenir les activités de ces épiceries sur le nord et le sud, toujours prélevées sur la CVEC.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande, avant de prendre toute décision, à disposer des statuts déposés à la Préfecture de ces épiceries solidaires.

Le Président indique qu'il ne dispose pas de ces statuts et qu'il est important de formuler cette demande en amont afin d'en disposer en séance.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs dit attendre la communication des statuts. Il explique que sa demande porte sur 2018 et 2019. L'an dernier, la subvention a été votée à titre exceptionnel. Quand l'exception devient la règle, ce n'est pas une exception. Est-ce que désormais, le conseil d'administration sera amené de manière récurrente à accorder une subvention aux épiceries solidaires ?

Le vice-président étudiant répond que les statuts de l'épicerie solidaire « solidarité étudiante Réunion » ont bien été déposés, mais pas ceux de l'épicerie solidaire du sud. La demande de subvention porte sur la CVEC,

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs (début inaudible). Cette question de subvention est sensible, parce que l'année dernière, la démarche a été accompagnée, à condition que cela soit une demande exceptionnelle. La question que je pose, est-ce que cela deviendra récurrent ? Deux questions : un, les statuts ; deux, la récurrence de la subvention aux épiceries solidaires.

Le Président répond que le maximum sera fait pour fournir les statuts, mais il serait bon que la demande soit faite au préalable. Pour la partie subvention, le contexte n'est pas le même que la première fois. En effet, il s'agissait alors d'accompagner les initiatives étudiantes sur un volet social que nous souhaitons mettre en avant au sein de l'établissement avec l'octroi d'une subvention sur le budget de l'établissement. A la suite de la publication de la loi ORE, la répartition des fonds, qui proviennent des étudiants eux-mêmes, (600 000 €) a été effectuée en groupe de travail. Il a été souhaité d'accompagner ces initiatives sur ce nouveau budget.

Alexandros Zakharatos, représentant des étudiants rappelle que la subvention octroyée l'an passé était exceptionnelle, mais que cette année elle est attribuée sur les moyens de la CVEC et uniquement pour de la masse salariale, afin d'aider, grâce au recrutement d'un contractuel, les étudiants et la vente des produits. C'est une subvention quasi exceptionnelle, puisque les moyens attribués à cette épicerie sont ceux de la CVEC. La CVEC est, comme on l'a rappelé, issue d'une cotisation, d'une contribution des étudiants. Il est donc légitime que les étudiants puissent en bénéficier.

Stéphane Manant, représentant des étudiants souhaite connaître la philosophie des épiceries solidaires, au-delà du fait que tous les étudiants (boursiers ou non) puissent venir à l'épicerie. Parmi les épiceries solidaires de métropole, certaines vendent les produits à 10 % de leur valeur.

Alexandros Zakharatos, représentant des étudiants répond que la philosophie est celle de l'économie sociale et solidaire (ESS). La règle des 10 % restreint la portée des épiceries. Effet, elle oblige à donner une certaine quantité aux étudiants qui bénéficient obligatoirement d'une prescription « sociale », ce qui est contraignant pour des étudiants, en particulier pour ceux préparant des BTS en Lycée qui ne peuvent rencontrer l'assistante sociale du CROUS. La philosophie des épiceries du campus Nord est leur ouverture à tous les étudiants (université, BTS ou CPGE), qu'ils soient boursiers ou non. Les étudiants ont droit d'avoir

accès à un pouvoir d'achat qui leur permet de consommer des produits de qualité, qui ne sont pas périmés. De plus, c'est un espace ouvert les étudiants peuvent venir décompresser. C'est un endroit qui leur appartient et ce n'est pas dans la philosophie de cette épicerie de restreindre sa population.

Stéphane Manant, représentant des étudiants demande comment les épiceries ont fait pour étendre l'amplitude horaire : à la création de l'épicerie l'horaire d'ouverture était de 17 h à 21 h, maintenant, elle est ouverte tous les après-midis.

Alexandros Zakharatos, représentant des étudiants informe que cela a pu être mis en place grâce à la subvention exceptionnelle obtenue de l'université. Les horaires ont pu ainsi être élargis, à la demande des étudiants, du lundi au vendredi de 13h30 à 21h, mais aussi le samedi de 9h30 à 16h30.

Nathalie Cadet, représentante de la Région reconnaît que la Région Réunion avait entendu l'appel des étudiants par rapport à cette égalité des chances, à cette épicerie, à la consommation, à la réduction de leur précarité. Pour 2019, la Région réfléchit sur l'accompagnement de ces épiceries pour l'université mais également de manière plus large sur le plan économique, social et solidaire pour l'accompagnement des épiceries.

Eric Lacroix, directeur du SUAPS rappelle qu'elles sont éligibles au FSDIE depuis 2016,

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS demande, en termes de masse salariale, à quoi correspond le montant de 14 000 euros (à un mi-temps, à 100 h, ...) ?

Yoann Chane-To, chargé de mission qualité de vie au travail rappelle que dans le cadre de la répartition de la SVEC, il avait été décidé de soutenir un recrutement à hauteur d'un 50 % pour chaque épicerie solidaire. Il rappelle que le taux de précarité des étudiants est 56 % ; les étudiants sont boursiers à l'échelon 7. A l'unanimité des membres des groupes de travail, il avait été décidé d'accompagner les deux associations du nord et du sud pour les populations étudiantes de l'université.

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS souligne que les administrateurs sont appelés à voter pour pallier un manque de contrats aidés qui, initialement avait été attribué. En 2019, des demandes de recrutement en contrat aidé vont-elles être faites par vos associations ?

Jimmy Selambarom, vice-Président chargé de la formation et de la vie universitaire rappelle que la SVEC permet d'être affectée à de la masse salariale, à des activités de la vie étudiante sur des fonds spécifiques, et non pas sur des ressources propres ou des ressources non pérennes. C'est un des objectifs de la SVEC.

Nathalie Wallian, représentante des professeurs ne remet pas en cause les épiceries solidaires. (*inaudible – enregistrement de mauvaise qualité – coupures*). Elle ne comprend pas pourquoi après avoir voté pour la création du SUVEC, il faut encore voter deux fois pour l'attribution de 14 000 euros, cela devrait être « all inclusive ». Juste pour mémoire, elle souhaiterait rappeler qu'un budget de 23 chercheurs dans un laboratoire, c'est 14 000 euros. Il faut bien avoir conscience que voter deux fois 14000 euros, c'est le budget d'une année d'enseignants-chercheurs, c'est-à-dire qu'on leur paye l'aller mais qu'ils doivent payer le retour, s'ils ne veulent pas revenir à la rame.

Le Président souligne qu'il ne s'agit pas des mêmes crédits. La SVEC ne peut être positionnée sur de la recherche mais uniquement sur la vie étudiante et de campus

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs émet un vœu que le nouveau SUVEC réserve une masse salariale adéquate pour recruter des assistants sociaux dans cette université, et c'est selon le ministère un des objectifs de la SVEC. Le SOURCE a précisé qu'une des priorités, était de recruter des assistants sociaux pour libérer enfin certains enseignants-chercheurs qui jouent ce rôle et dont ce n'est pas le métier. L'épicerie solidaire est appuyée sur l'association dénommée « solidarité étudiante Réunion », organe réunionnais de la coopérative nationale qui s'appelle « solidarité étudiante ». Pour ceux qui connaissent un peu l'histoire, c'est l'ancien nom de l'UNEF, lorsqu'il y avait conflit entre l'UNEF et l'UNEF-ID. Il s'adresse aux représentants des usagers, et leur demande s'ils font partie de l'association.

Alexandre Zakharatos, représentant des étudiants annonce qu'il est Président de l'association, et dit que l'on est en train d'entrer dans un jeu politique, ce qui est vraiment dommage puisque cela est en train

d'interférer dans le fonctionnement de l'épicerie solidaire. Jusqu'à maintenant, les bénévoles, l'association et lui-même se sont battus pour cette épicerie, pour pouvoir donner un réel service aux étudiants. 15000 euros d'aide exceptionnelle ont été alloués à cette épicerie. Il ajoute qu'il tient à disposition des administrateurs les factures de fonctionnement (les courses, les bâches, le fléchage). Il n'y a donc aucun problème de transparence. L'ensemble des documents représente 36 371,03 euros uniquement en fonctionnement. C'est une somme double de ce qui est alloué. Tous les jours, il travaille avec les bénévoles pour proposer un service aux étudiants qui sont dans une situation précaire, et qui ont besoin de cette épicerie. C'est grâce à cette subvention qu'ils ont également réussi à élargir les horaires. Cela représente une somme de travail importante toute la semaine. Il invite d'ailleurs l'assemblée à venir visiter l'épicerie, et rencontrer les bénévoles qui travaillent la semaine jusqu'à 22 heures, alors que l'épicerie ferme à 21 heures. Les bénévoles travaillent également le week-end. Ils viennent travailler les jours fériés et les jours de grève, et pendant les cyclones. Il trouve dommage de mélanger la politique avec une épicerie qui a juste pour but d'aider les étudiants.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande un droit de réponse. Ce n'est pas une intervention politique. Il veut éviter qu'il y ait conflit d'intérêt. Nous sommes dans une institution d'Etat, il y a des règles de fonctionnement : pilotée par l'administration française, et tout vote doit éviter des conflits d'intérêt. C'est la raison pour laquelle je vous ai posé cette question. Il ne met pas en doute son action ni son engagement. Il demande s'il est préférable de procéder au vote, pour ensuite aller au tribunal administratif en disant qu'il y a conflit d'intérêt. Sa question ne présume pas du résultat. Ce n'est pas le problème d'accompagner une démarche d'économie sociale et solidaire. Autre question sous-jacente : en tant qu'universitaire, en tant que fonctionnaire, il se doit d'être garant d'un fonctionnement universitaire, et garant de l'administration de l'Etat. Quand on donne une subvention pour recruter, comment cela fonctionne ? Qui décide du recrutement ? En l'occurrence, au moment même du vote, il souhaite recourir à la prudence sur la démarche afin d'éviter les malentendus. La solution la plus simple est de ne rien dire, d'observer ce qui se passe, d'aller chercher les éléments, et de porter plainte au tribunal administratif. Les questions sont posées en toute transparence, sans attaque. Il souhaite avoir une réponse à cette question : oui ou non y a-t-il un conflit d'intérêt ?

Alexandre Zakharatos, représentant des étudiants répond qu'en tant que Président de l'épicerie, il ne participera pas au vote. Il souhaiterait que le vote soit à bulletin secret.

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS réitère sa question : Est-ce que les épiceries vont faire une demande d'emploi aidés en 2019 ?

Le Président répond que la demande sera faite.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration, approuvent les demandes de subvention des épiceries solidaires, conformément aux documents joints. Subvention de l'épicerie solidaire « solidarité étudiante réunion » (épicerie du Nord) au titre de 2018 pour un montant de 5 000€ Subvention de l'épicerie solidaire « solidarité étudiante réunion » (épicerie du Nord) au titre de 2019 pour un montant de 14 000 € Subvention de l'épicerie solidaire « social attitude » (épicerie du Sud) au titre de 2019 pour un montant de 14 000 € PJ : Demandes de subventions.
Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 33 Nombre de voix : POUR : 21 - CONTRE : 11 - ABSTENTION : 0 - REFUS DE VOTE : 1

9. Subvention au CYROI (anniversaire des 10 ans).

Le Président du Conseil académique rappelle que l'université est un des membres cofondateur du GIP CYROI. Celui-ci a sollicité l'octroi d'une subvention de 3500 euros à chacun des organismes participants (université, CHU et CINOR). La commission de la recherche s'est prononcée favorablement à cette demande.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration valident l'attribution d'une subvention d'un montant de 3 500 euros au CYROI.
Résultat du vote à main levée :

10. Débat sur le plan « Bienvenue en France »

Anne-Françoise Zattara-Gros, vice-présidente en charge des relations internationales en préambule indique que les informations ont été recueillies lors d'une réunion ministérielle d'hier, et que de nombreux points ont pu être avancés et discutés. Les négociations continuent avec le MESRI, mais également avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, concerné par le sujet. Le plan « bienvenue en France » prend appui sur trois constats :

- la France est passée de la troisième place à la quatrième place en matière d'accueil des étudiants internationaux, après les Etats Unis, le Royaume-Uni et l'Australie. 324000 étudiants internationaux sont actuellement inscrits dans les universités françaises, dont 245.000 en mobilité diplômante.
- forte concurrence des pays européens voisins, notamment de l'Allemagne et des Pays-Bas à hauteur de 50 %. Les concurrents restent toutefois le Canada, la Chine, l'Iran et l'Arabie Saoudite, dont la progression est importante.
- existence d'un public à capter. Au niveau de l'Europe, 500.000 étudiants sont en mobilité, au niveau de l'Afrique, 400.000, et 2 millions pour l'Asie, dont 800.000 Chinois en mobilité à travers le monde. En 2025, 2,5 millions d'étudiants seront en mobilité. Compte tenu de la politique migratoire des Etats-Unis, on peut fortement prévoir des nouvelles routes de flux.

L'objectif du gouvernement est donc d'accueillir 500.000 étudiants en 2027 et de donner aux établissements d'enseignement supérieur des moyens pour améliorer leur attractivité. Dans ce cadre, le plan comporte trois piliers :

- 1- l'amélioration de l'accueil aux étudiants étrangers ;
- 2- l'application de frais différenciés, est celui dont on parle le plus, augmentation du nombre de bourses et d'exonérations ;
- 3- l'accroissement du rayonnement français à l'étranger.

1 - Amélioration de l'accueil aux étudiants étrangers : le gouvernement a prévu un fonds de soutien à hauteur de 10 millions d'euros en 2019, avec quatre grandes mesures :

- Simplification de la politique des visas. Les étudiants étrangers, notamment au niveau de la zone océan indien, sont confrontés à une politique de visa extrêmement rigoureuse. Priorité serait accordée pour nos étudiants dans le traitement des visas au niveau des consulats ;
- Dématérialisation des procédures : abandon des procédures papier, qui prennent beaucoup de temps ;
- Faciliter pour les étudiants étrangers qui ont fait leurs études en France (titulaires d'un master ou d'un doctorat) la délivrance d'un titre de séjour ;
- Généraliser les guichets uniques dédiés qui faciliteront l'obtention de ces titres de séjour.

En outre, chaque étudiant international doit bénéficier du FLE à son arrivée dans les universités françaises. L'université de La Réunion finance près de 400 heures chaque année pour que ces étudiants puissent effectivement apprendre le français et suivre au mieux leurs études.

Le véritable enjeu pour l'université de La Réunion, bordée principalement dans l'Océan Indien par des pays anglophones, est de développer une offre de formation en anglais. On a observé aux Pays-Bas, passés avec leur offre de formation 100 % anglophone de la 27^e à la 12^e place que le développement d'une offre en anglais et l'attractivité de l'offre de formation sont corrélés.

De plus, des mesures innovantes en faveur de l'accueil sont envisagées. L'objectif est de créer un guichet de bienvenue, existant déjà au sein de l'université, qui capte actuellement les étudiants en programme d'échange. L'objectif étant qu'il soit étendu à tous les étudiants étrangers, de faciliter l'accès au logement notamment par le biais de la traduction de nos plateformes. Par exemple, Lokaviz est une plateforme française qui permet aux étudiants de connaître les places disponibles, mais aussi d'avoir une idée du parc locatif dans les différentes régions. Le souhait du gouvernement est d'instituer une caution gratuite permettant aux étudiants internationaux de ne pas avoir à déboursier d'argent lorsqu'ils feront une réservation de logement. Des conventions avec les CROUS seraient prévues afin de réserver des logements aux étudiants internationaux qui seraient exonérés de droit.

Enfin, un label « Campus France » est prévue L'objectif est de lancer des appels à projet pour que les établissements d'enseignement supérieur puissent obtenir un label « qualité de l'accueil », auquel ces

établissements seront éligibles. L'université ayant fait connaître son intention de candidater, elle pourrait faire partie de la première cohorte de ces établissements,

2 - Application de frais différenciés, est la mesure dont on parle le plus, avec l'augmentation du nombre de bourses et d'exonérations. Dès la rentrée 2019, de nouveaux tarifs sont prévus d'être appliqués. En premier cycle préparatoire, 2770 euros, en second, en troisième et en école d'ingénieurs de 3770 euros. Ces tarifs s'appliqueraient également aux DUT, aux doubles inscriptions université/CPGE, sauf politiques d'établissement contraires. Certaines exonérations, et des populations qui échapperaient à leur application.

- Ne seront pas concernés les étudiants de l'espace économique européen, du Québec et de la Suisse. Seront exonérés, les résidents français, les étudiants titulaires d'un titre de séjour au titre du regroupement familial, les demandeurs d'asile, les réfugiés, les étudiants qui bénéficient de la protection subsidiaire, les boursiers du gouvernement français (7.000 bourses proposées) qui seraient doublés pour atteindre 15.000. Des bourses auprès du MESRI seraient également créées (6.000).

- Il existerait également une exonération pour les étudiants en programme d'échange, en stage, pour les étudiants accueillis dans le cadre de partenariats entre établissements, (pour l'université de La Réunion, la Corée du Sud et la Nouvelle Zélande).

- Exonérations pour les étudiants inscrits dans un cycle universitaire et qui poursuivent.

- Exonération pratiquée par l'établissement dans le cadre d'un plafond.

Certaines mesures restent en discussion, notamment pour les étudiants déjà présents au sein de l'université et qui changeraient de cycle. Si les négociations aboutissent, ces étudiants n'auront pas à régler les droits d'inscription différenciés (2019 et 2020). Pour 2021, c'est encore en discussion. En discussion encore, l'exonération des formations à distances du dispositif, les formations médicales, l'augmentation du plafond d'exonération actuel de 10 % qui vise essentiellement les étudiants inscrits hors boursiers ; Ce plafond pourrait être de 15 %. Au sein de l'établissement, si le plafond était de 15 %, 2250 étudiants pourraient potentiellement être exonérés de droit d'inscription.

A l'université de La Réunion, on recense 634 étudiants inscrits, chiffre à réajuster au second semestre pour tenir compte des étudiants en programme d'échange. 122 de ces étudiants ne seront pas concernés, parce qu'originaires des pays de l'union européenne ou assimilés. Parmi les 512 étudiants restants, 2/3 proviennent de la zone Océan Indien, de Maurice, de Madagascar et des Comores. 193 étudiants en programme d'échange ne seront pas concernés. La population qui serait exposée à ces frais différenciés serait de 272 étudiants. A terme, si les flux sont maintenus, cela représenterait un gain de plus de 900.000 euros pour l'université. (*actuellement 60.000 euros*). Les études menées dans différents pays européens, notamment en Suède en 2011, ont permis de constater des flux chutant à hauteur de 80 % sur trois ans, mais qui se reconstituent au-delà de sept ans.

Toutefois, un certain nombre d'enquêtes menées au niveau des étudiants internationaux, (il faut se garder du regard franco-français, les étudiants internationaux n'ont pas toujours le même regard sur la situation en France) démontrent que le coût des études n'est pas un élément important pour le choix des études (critère 7 sur 14). Les droits d'inscription sont de 4500 euros au niveau licence pour les étudiants de l'union européenne, 8600 euros pour les étudiants hors UE ; pour les masters 5100, et 10170 hors UE.

3 - L'accroissement du rayonnement français à l'étranger. A ce titre, un double accompagnement prévu : un fonds d'amorçage de 5 millions destiné à financer des missions exploratoires, des analyses de partenariat, des expertises techniques, qui sera lancé en 2019 ; et un fonds de soutien en complément à hauteur de 20 millions d'euros par an pendant cinq financements par l'AFD à destination de 19 pays. L'université de La Réunion pourrait être concernée par l'Ethiopie, Djibouti, mais surtout par Madagascar et les Comores.

L'urgence est de sécuriser aujourd'hui la situation de nos étudiants étrangers qui doivent être en capacité de savoir quels seront les droits à acquitter à la rentrée prochaine, de façon à écrire aux partenaires.

Stéphane Manant, représentant des usagers a pu exposer au ministère que l'université de La Réunion est la seule université française et européenne dans l'océan Indien, et qu'à ce titre les seuls étudiants hors UE venant à l'UR proviennent de la zone de l'Océan Indien. Les droits d'inscription différenciés sont dix-huit fois supérieurs au tarif actuel entraînerait la non inscription de 100 % de ces étudiants. Il indique que le CROUS reçoit des étudiants internationaux pour une aide alimentaire ou un logement. Campus France faillit à sa mission car il n'a plus à gérer les étudiants internationaux. Il souhaite que les étudiants étrangers n'aient pas à s'acquitter de ces droits exorbitants, car ils ont moins de moyens que les étudiants

Réunionnais. Il craint donc la fin des échanges des étudiants Africains vers la France, et la francophonie en souffrirait.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI rappelle que l'exonération actuelle est de 10 % et elle concerne tous les étudiants internationaux ou non. Le débat est de la rehausser à 15 %. Le traitement « au cas par cas » dépend de la politique de l'établissement. Il semble donc important que cette instance puisse prendre position par une délibération exonérant totalement ou non ces étudiants internationaux.

Alexandros Zakharatos, représentant des usagers demande quelle serait la position de l'établissement.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI dit qu'il pourrait être envisagé, soit une exonération totale, soit une exonération partielle à hauteur des droits d'inscription acquittés par les étudiants nationaux.

Alexandros Zakharatos, représentant des usagers demande la position du Président.

Le Président indique qu'un débat s'est instauré au niveau de l'OREF qui n'est pas en accord avec ces droits différenciés, qui sont contraires aux objectifs internationaux des universités. L'UR a une situation particulière et se positionne clairement contre l'augmentation de ces droits. C'est au conseil d'administration de se positionner.

Alexandros Zakharatos, représentant des usagers demande qu'il soit noté au procès-verbal la position de l'équipe présidentielle. Il rappelle que l'UNEF s'oppose clairement à l'augmentation des frais d'inscription des étudiants étrangers, et de même pour tous les étudiants : lorsqu'on accède aux mêmes études, aux mêmes diplômes, il ne devrait pas y avoir de frais d'inscription différenciés.

Stéphane Manant, représentant des usagers rappelle que le 1^{er} décembre 2018, les organisations syndicales ont manifesté auprès du ministère. Un rapport de la Cour des Comptes préconise une augmentation, ce que le ministère n'a pas validé.

Jimmy Selambarom, VPCA-FVU souligne qu'un étudiant étranger peut trouver étonnant que les droits d'inscription en France ne sont pas en rapport avec le service. La question posée est le modèle économique de ces formations, publics diversifiés, en formation initiale ou continue, qui ne paient pas les droits nationaux. Il faut regarder également ce qui est attendu : si l'étudiant paye 200 euros, un autre financement fait fonctionner la formation. La question se pose en modèle économique. Il faut considérer des pays, si on veut faire de la coopération régionale en matière de développement.

Nathalie Wallian, représentante des professeurs souligne qu'il y a également le modèle intellectuel que l'on promeut dans le monde entier, il y a également un modèle géopolitique d'une certaine culture politique que l'on promeut par-delà les frontières et symboliquement, ce plan « Bienvenue en France », est mal nommé et à la limite du cynisme. C'est dire aux étudiants riches : vous êtes les bienvenus, les autres, à voir... Quand elle regarde d'autres pays, les USA ne peuvent être pris comme modèle, car, si on se réfère au film « Ivory Tower », ce sont deux billions et demi de dollars de dettes qui sont cumulées par les étudiants, c'est-à-dire que les étudiants s'endettent sans savoir comment payer les intérêts des emprunts. Leurs parents qui se sont portés caution à hauteur de 200.000 euros, mais dans une période de marasme économique, les enfants ne trouvant pas tout de suite d'employabilité à hauteur du diplôme acheté, en viennent à vendre leurs biens propres. Ce n'est pas un modèle pour nous. Le Japon, dont la démographie est en chute libre, promeut l'attractivité sélective de l'élite des autres pays, où les étudiants étrangers sont sélectionnés sur dossier (dossier médical compris), sur lesquels ils ont obligation de suivre des cours de japonais et leur propre formation. Ce sont des « melting pot » d'une élite provenant de différents pays. Cela pose le problème de l'équité. Le Japon est un modèle excessivement élitiste. Nous sommes à la croisée des chemins, sur les paradigmes de l'université « à la française », sur un modèle de répartition et de service public, dans lequel à l'arrivée tout un chacun a un droit, celui d'accéder, qu'il travaille et réussisse, à une poursuite d'études. J'entends bien non pas le nivellement par le bas, j'entends bien l'idée qu'une nation fasse l'effort collectif de porter au plus haut niveau possible, une proportion, un

panel d'étudiants. On avait pour objectif 80 % de niveau bac, maintenant ces étudiants bacheliers, quel avenir peut-on leur proposer, sachant qu'il faut pour nous diversifier pour les accueillir ?

Elle pense qu'accepter l'idée de différenciation des droits d'inscription sur critères est un réel problème parce que la notion même de service rendu à l'étudiant pour service équivalent et demander des tarifs différenciés lui pose problème, on n'est pas du tout dans une logique de réservation de billet d'avion, une « business class » et les autres. A un moment donné, il faut résister à ce modèle. La cour des comptes a mis les pieds dans le plat, et il lui semble qu'il faut absolument que la nation se ressaisisse par rapport à la tentation de discriminer ces frais. Ainsi, à l'arrivée nous aurons des étudiants condamnés alors qu'ils auront la compétence, la qualité intellectuelle pour poursuivre et réussir, et où d'autres étudiants, au motif qu'ils ont les moyens, se voient déjà dans les classes prépa, les classes d'ingénieur. On pourrait s'arroger les meilleures filières les plus « classantes ». Par rapport à cela, elle pense aux enfants, aux étudiants et la question est que si aujourd'hui on ouvre la brèche sur critères pour des étudiants hors Europe, demain ce sera pour nos étudiants, nos enfants et finalement sur l'ensemble de la nation française étudiante. L'Etat se dessaisit progressivement des subventions, les étudiants deviennent une affaire privée, et non plus l'affaire d'une solidarité collective nationale que d'amener ces jeunes à un haut niveau d'études. On sait d'après les études du CREDOC, qu'entre avoir un CAP et un Baccalauréat, l'employabilité n'est pas la même, tout comme avoir un master ou un bac. On a intérêt à avoir une nation qualifiée, qui est éduquée, qui est dans le plaisir d'apprendre, et qui est dans la mobilité intellectuelle et géographique. Par rapport à cela, elle pense que c'est l'ambition d'une nation que l'on doit porter localement *a fortiori* dans la sphère dans laquelle on se trouve évidemment pour les raisons présentées et qui sont tout à fait compréhensibles.

Le Vice-Président étudiant demande si le conseil d'administration doit délibérer sur l'augmentation ou non des droits d'inscription.

Le Président indique que le document proposé représente une base de travail. Il peut donc évoluer, en fonction de la position à prendre. Il fait part de la position de l'OREF, association dont l'université fait partie. Le communiqué de presse envoyé à l'ensemble des organes de presse ne peut détailler les éléments. Toutefois, la position est que la mise en place de droits d'inscription différenciés faite sans concertation aura un effet globalement négatif pour la France et la francophonie. Cela n'évitera pas le nécessaire débat sur la stratégie générale de l'Etat pour ce qui est de l'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur publics dans un cadre constitutionnel qui affirme sa gratuité.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI indique que ce qui semble important pour sécuriser la situation des étudiants internationaux est que l'université prenne position sur l'exonération ou pas ; les étudiants doivent savoir combien ils doivent payer et, en fonction évidemment des droits et de la politique d'établissement, ils feront leur choix. C'est extrêmement important, car l'université doit écrire à ses partenaires qui doivent connaître la politique de l'université de La Réunion sur la question.

Yasmine Abdourazak, représentante des personnels BIATSS (inaudible).

Le Président demande si cette motion a été présentée à la CFVU.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI rappelle que les dernières informations datent du jour précédent la séance de ce conseil d'administration.

Lalaonirina Rakotomanana Ravelonarivo, directeur de l'ESIROI apporte un témoignage reçu lors de sa présence au salon qui a eu lieu à Tananarive. Cette question lui a été posée : l'effet est psychologiquement dévastateur.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence demande si le conseil d'administration doit se prononcer sur la motion envoyée aux membres.

Le Président signale que la motion a été écrite avant les éléments nouveaux donnés. Des modifications peuvent être apportées qui reflèteront la position du conseil d'administration. Des amendements peuvent être présentés.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence remercie la VPRI pour la présentation approfondie. Elle propose de modifier le dernier paragraphe de la motion. Elle souhaiterait qu'il soit clairement écrit que le conseil d'administration est contre l'augmentation des droits d'inscription des étudiants extracommunautaires, ou pour l'exonération, pour aller dans le sens de l'AUREF.

Samantha Pothin, représentante des usagers demande qu'il soit clairement indiqué que tous les étudiants peuvent bénéficier de cette exonération. Les différentes organisations syndicales se sont rassemblées et souhaitent faire en sorte que ces augmentations ne se fassent pas. Elle aimerait au nom des élus de l'UNEF qu'il soit écrit que cette exonération soit pour tous les étudiants.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI indique que, sur l'avant-dernier paragraphe, on peut proposer que « le conseil d'administration décide, s'agissant des étudiants internationaux non communautaires, une exonération partielle à hauteur des droits d'inscription nationaux actuels ».

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence demande si les étudiants internationaux ont les mêmes droits aujourd'hui que les étudiants nationaux ?

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs souligne que, dans le cadre des échanges universitaires aux Etats Unis, une année d'études coûte 80000 dollars par an dans une bonne université. Ce qui est intéressant, c'est une collaboration entre universités, ainsi que les programmes d'échange. Actuellement, un étudiant Français se rendant aux Etats Unis paye les droits français. Pour un étudiant Malgache, quels sont les tarifs des droits d'inscription malgaches ? On sait bien que les droits nationaux français représentent des sommes importantes pour les étudiants de la zone. Dans ces programmes d'échange, ces étudiants avec qui l'on veut développer des partenariats vont payer des droits d'inscription de leur pays. Il souhaite aller un peu plus loin dans la démarche. Si on regarde les indices de développement humain dans la zone, à La Réunion, nous sommes très loin devant. Quand bien même les tarifs d'admission à La Réunion sont de 300 ou 600 euros, c'est une somme conséquente pour les étudiants Comoriens ou Malgaches. En résumé, est-ce quelque chose de possible ? Lorsque nous Français nous allons en Angleterre ou aux Etats-Unis, dans une convention de collaboration, on paye les droits français. Si on veut développer véritablement l'indianocéanie, la francophonie, etc... c'est une démarche qui pourrait être intéressante.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI rappelle que cette démarche est actuellement possible au niveau du doctorat. Les inscriptions sont prises chaque année dans un des établissements, une année le coût est à la charge de la France, l'année suivante le coût est à charge de l'autre université avec les coûts afférents. Actuellement, ce n'est pas possible pour les cycles masters ou licence, parce que l'étudiant est inscrit pour une année, à moins de prévoir par exemple par semestre, mais cela serait possible par diplôme.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande si, philosophiquement, est-ce que sur la base de cette idée, on ne pourrait pas imaginer que l'exonération à La Réunion soit finalement indexée ou mise en relation sur le tarif d'inscription sur le tarif de l'université de départ ?

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI indique que ce serait possible en cas de double diplôme ou de co-diplôme.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs remarque que ce serait possible si on en prend la décision. C'est une question philosophique.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI souligne que ce n'est pas possible dans le cadre juridique actuel. Ce serait possible si les étudiants étaient exonérés de ces droits d'inscription, donc dans le cadre d'accords formels.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs demande si l'exonération est possible au regard de l'inscription dans le pays de départ.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI indique que ce serait possible en le prévoyant projet par projet.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs ajoute ou pays par pays.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI remarque que, dans ce cas, les universités devront se mettre d'accord.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs donne pour exemple le tarif d'inscription moyen à Madagascar : s'il est de tel montant, donc lorsqu'un étudiant malgache est accueilli, l'exonération serait portée à hauteur de son inscription à Madagascar.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI reconnaît que cela serait possible dans un accord-cadre formalisé.

Gilles Lajoie, Président du conseil académique souligne que l'idée est intéressante dans le contexte indianocéanique de l'enseignement et de la recherche. Des initiatives se sont d'ores et déjà succédées. Pour autant, une baisse des frais d'inscription pourrait s'avérer à plus ou moins long terme à double tranchant. En réalité à La Réunion, la vie est chère pour tout le monde, (logement, coûts des transports). C'est bien de vouloir attirer davantage grâce à cette baisse tarifaire des droits d'inscription, mais dans le budget d'un étudiant Comorien pour une année, cela représente peu, il faudrait donc y réfléchir. Les aides sociales d'urgence du CROUS sont consacrées à nos étudiants du premier cercle. Il retient toutefois cette idée, qui est intéressante d'un point de vue incitatif.

Nathalie Wallian, représentante des professeurs souligne qu'il faut quand même faire attention à une sorte de concurrence et de ne pas démunir les universités de la zone Océan Indien, tout en sachant qu'il faut mettre des clauses, (par exemple, en indiquant si le diplôme n'existe pas dans le pays). On appliquerait les frais, cela créerait un déséquilibre pour les universités de la zone et pour garder leurs étudiants, si, lorsque le diplôme n'existe pas dans le pays, cela peut être vraiment intéressant, mais il faut impérativement mettre des clauses de protection.

Jean-Pierre Chabriat, représentant des professeurs remarque qu'une fois considérée la problématique des frais d'inscription, l'autre problème qui nous intéresse est d'accompagner les étudiants pour lesquels on estime qu'il y a une capacité de réussir. En d'autres termes, nous avons le droit à ce moment-là, effectivement, de sélectionner par rapport à la capacité à réussir les études à La Réunion. Quant au niveau de la mobilité internationale, on demande à un étudiant Français allant en Australie, d'avoir une somme équivalente à la durée de séjour sur son compte. On vérifie la capacité pour l'étudiant de réussir. Dans cette période où intellectuellement nous avons un peu globalement failli dans l'accueil des migrants, là ce sont des migrants qui veulent venir étudier, avec un certain niveau, et c'est eux qui construiront la société de demain.

Nathalie Wallian, représentante des professeurs demande s'il est possible de rester sur le fonctionnement actuel et de le garantir pour deux ans. Plutôt que de rentrer dans des conventions, des échanges, des analyses de dossiers.

Anne-Françoise Zattara-Gros, VP-RI souligne que ce sont des discussions qui pourront être menées ultérieurement. Le conseil d'administration ne peut remettre en question une réglementation, qui pour l'instant n'existe pas, et ne pourra s'opposer à l'application d'une réglementation. La position du conseil d'administration serait alors illégale, non fondée en droit.

Après débats la proposition de modification est la suivante :

Le Président : « De ce fait, le conseil d'administration décide qu'une exonération partielle des droits d'inscription soit accordée systématiquement à tout étudiant étranger non communautaire, ce qui les ramène au taux des droits d'inscription actuels pour l'université de La Réunion.

Par ailleurs l'établissement saisira tous les dispositifs existants ou à venir qui lui permettront de maintenir l'accès le plus large possible à toutes les étudiantes et tous les étudiants internationaux. »

Nathalie Wallian, représentante des professeurs demande si la motion est une décision.

Le responsable des affaires juridiques et du contentieux précise qu'une motion n'a pas la valeur juridique d'une délibération. Une motion, c'est une intention politique, un engagement politique du conseil d'administration sur des éléments à venir, car non fixés à ce jour, dans un projet législatif ou réglementaire.

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS propose de voter aujourd'hui la motion, que le projet soit préalablement voté en CFVU, puisque cela concerne principalement la vie étudiante, pour qu'ensuite pour que nous puissions valider définitivement au conseil d'administration.

Le responsable des affaires juridiques et du contentieux souligne qu'à ce jour, il semble compliqué de délibérer sur ce point car le texte n'existe pas, ni projet réglementaire ni législatif existant. Voter sur un texte qui n'existe pas est impossible. Si le conseil d'administration délibérait sur ce point, le contrôle de légalité du rectorat pourrait rejeter cette délibération. La motion est l'acte approprié au regard de la situation actuelle, puisqu'il s'agit d'une déclaration d'intention, comme l'ont fait d'autres universités. La motion est l'outil le plus approprié.

Le Président soumet au vote la mention amendée.

Après en avoir débattu, les membres du Conseil d'administration valident la motion relative aux droits d'inscription des étudiants internationaux non communautaires (document annexé).
Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 31 Nombre de voix : POUR : 31 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0

Points d'organisation et de gestion :

11. Complément de rémunération exceptionnel des personnels non titulaires.

Le Président indique que le complément de rémunération est versé aux agents non titulaires, payés sur SCSP, donc hors ressources propres, ressources affectées et agents bénéficiant de la prime de formation continue.

- 200 € net pour les agents de catégorie A
- 220 € net pour les agents de catégorie B
- 240 € net pour les agents de catégorie C

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS rappelle qu'en CTE, le vote a été unanime. Toutefois, des remarques ont été émises quant à la date de versement de cette prime qui était jusqu'alors versée en décembre. Elle réitère la demande que cette prime, pour l'année prochaine, soit votée en amont en CCP ANT et en CTE et en CA, afin qu'elle puisse être versée en décembre.

Le Président note cette proposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration, approuvent la mesure financière de fin d'année 2018 «complément de rémunération exceptionnel » en faveur des agents non titulaires de l'établissement, soit :
- 200 € net pour les agents de catégorie A

<ul style="list-style-type: none"> - 220 € net pour les agents de catégorie B - 240 € net pour les agents de catégorie C <p>Le montant visé ci-dessus sera proratisé en fonction de la quotité de travail et de la durée du contrat de travail établissement. Le bénéfice de cette mesure est exclusif du bénéfice de l'indemnité de formation continue que peuvent percevoir certains agents. Concernant les emplois financés sur ressources propres et ressources affectées, les composantes, les services communs et les unités de recherche doivent donner préalablement leur accord avant la mise en paiement. Cette mesure sera mise en œuvre sur la paye du mois de février 2019, avec acompte fin janvier 2019.</p> <p>P. J. : 1 tableau</p>
<p>Résultat du vote à main levée :</p> <p>Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 31 Nombre de voix : POUR : 31 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

12. Primes pour charges administratives (PCA) et responsabilités pédagogiques (PRP) pour l'année universitaire 2018-2019.

12.1 Primes pour charges administratives (PCA)

Le Président indique que les chargés de mission ont été ajoutés à ce document. D'autres charges de mission, non attribuées, sont à zéro. Les chargés de projet nommés pour les infrastructures et le SPSI, sont valorisés à 12 HETD. La PCA du Président du conseil académique en formation restreinte, est de 96 HETD. Globalement le coût au niveau de l'équipe présidentielle reste le même.

Dans les composantes, apparaît un léger surcoût, notamment pour ce qui concerne la direction du PROFIL (allocation pour la prochaine année), pour le SUAPS et pour deux fonctions, responsable du sport d'excellence et pour responsable de l'accompagnement des associations sportives et universitaires, PCA de 32 HETD, un responsable des sports de nature (32 HETD), l'ensemble ayant été réalisé à coût constant. PCA de 96 HETD, pour l'administration provisoire de l'institut de l'illettrisme.

Concernant les composantes, il y a des modifications pour la plupart à coût constant : UFR LSH, chargé de mission ayant changé d'intitulé (26 HETD) ; UFR DE, modifications de forme sans révision des taux – directeur adjoint-

UFR ST : modification d'intitulé, apparition d'un directeur adjoint chargé de la formation, (36 HETD), une fonction supprimée « assesseur formation, recherche et insertion professionnelle.

UFR santé : modification référent « référent égalité », nouvelle fonction de directeur de département (64 HETD), une modification pour l'ESIROI, les intitulés de fonctions changent.

Pour l'ESPE, une modification de forme de l'intitulé.

Il existe des surcoûts sur des fonctions nouvelles (IUT –création de département)

Ces documents ont été présentés au comité technique et validés à l'unanimité.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence rappelle qu'au CTE, et principalement par rapport aux PCA « responsable de fédérations », dont le responsable est personnel du CNRS, il a été dit que ces personnels ont pour fonction l'animation de la recherche et elle ne trouve pas normal que des heures soient octroyées. La fonction est logiquement éligible dans les PCA, mais il ne devrait pas y avoir de demande.

Le Président répond qu'effectivement cette remarque avait été formulée. Les chargés de recherche ou les directeurs de recherche n'ont pas pour mission la direction des fédérations de recherche, cette charge s'additionne, il est donc normal qu'ils soient rétribués au même titre que les autres. Le fait de ne pas être affecté à l'université n'empêche pas de percevoir la PCA. Par exemple, si des fonctions étaient occupées par des personnels BIATSS, ceux-ci ne peuvent réglementairement percevoir la PCA qui est réservée aux enseignants-chercheurs. Dans ces cas, d'autres modalités interviennent.

Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, pour l'année universitaire 2018-2019, la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) et le taux de cette prime conformément au tableau joint.
Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32 Nombre de voix : POUR : 28 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 4

12.2 Primes pour responsabilités pédagogiques.

Le Président fait la lecture des modifications apportées aux primes pour responsabilités pédagogiques.

Intervenant non audible

Le Président confirme qu'il revient à la composante de répartir son enveloppe.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence s'étonne que la PRP soit attribuée à « responsabilité pédagogique L1-Histoire », car elle pensait que ce domaine était intégré dans le portail «sciences de la société »

Le VPCA-FVU précise que dans le portail qui est conséquent, le directeur de l'UFR a choisi de valoriser les responsabilités.

Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, pour l'année universitaire 2018-2019, la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et le taux de cette prime conformément au tableau joint.
--

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32 Nombre de voix : POUR : 28 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 4

12.3 Primes pour responsabilités pédagogiques de l'IUT

Le Président présente les PRP sur ressources propres de l'IUT qui correspondent à des fonctions nouvelles : directeur de département techniques de commercialisation, responsabilités pédagogiques d'année DUT HSE 2 et TC 1.

Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, pour l'année universitaire 2018-2019, la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) de l'institut universitaire de technologie (IUT) et le taux de cette prime conformément au tableau joint.

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32 Nombre de voix : POUR : 32 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0

13. Règlement d'admission pour l'accès à la première et deuxième année du diplôme de master.

Le Vice-Président VPCA-FVU précise que le règlement d'admission ne présente pas de changement majeur cette année. Le bilan a été validé en CFVU du 11 décembre 2018. Les préconisations faites au regard des retours des composantes, sont d'introduire une liste complémentaire uniquement en fin de session, ainsi que les capacités validées précédemment avec les modifications (25 et 20).

Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, pour l'année universitaire 2018-2019, la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et le taux de cette prime conformément au tableau joint.
--

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32
Nombre de voix : **POUR** : 28 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTION** : 4

14. Règlement du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).

Le Vice-Président VPCA-FVU informe qu'il s'agit de mettre en conformité le règlement avec la circulaire de 2011, l'objectif étant de rentrer dans un cadre national. La CFVU statuera toujours sur la répartition des moyens affectés au FSDIE, la question s'est posée sur la représentativité dans la commission. Il rappelle que les crédits FSDIE sont désormais sur ressources de la CVEC.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent la modification du règlement relatif au fonctionnement du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).
PJ : Règlement relatif au FSDIE.

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32
Nombre de voix : **POUR** : 32 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTION** : 0

15. Règlement du programme de soutien en fonctionnement des associations.

Le Président indique que ce programme de soutien est modifié et la date limite est retirée afin d'obtenir plus de souplesse, dans le cadre des appels à projets.

Le Vice-Président étudiant précise que le dispositif est simplifié car les associations étudiantes ont moins de documents à fournir, certaines pièces étant déjà fournies auprès du service. Les seuls documents demandés portent sur la composition du bureau, et un RIB, si celui-ci a changé.

Le VPCA-FVU précise également que pour l'octroi des subventions, l'administration contrôle s'il y a bien eu domiciliation.

Le Président soumet le règlement du programme de soutien en fonctionnement des associations au vote :

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent le règlement relatif aux subventions accordées au titre du programme « soutien aux associations ».

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32
Nombre de voix : **POUR** : 32 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTION** : 0

16. Règlement du programme des initiatives en faveur du personnel.

Le VPCA-FVU présente le programme reconduit cette année. La date limite de campagne a été enlevée pour apporter plus de souplesse. Il s'adresse aux représentants des personnels pour leur indiquer que l'année dernière peu de projets ont été présentés.

Le Président soumet au vote le règlement du programme des initiatives en faveur du personnel.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent le règlement relatif aux subventions accordées au titre du programme « soutien des initiatives en faveur des personnels ».

Résultat du vote à main levée :
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32
Nombre de voix : POUR : 32 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0

17. Admissions en non-valeurs (ANV).

Le directeur des finances et de la comptabilité présente un état des admissions en non-valeur pour des créances devenues irrécouvrables, par exemple, entreprise en liquidation judiciaire, ou pour des raisons d'insolvabilité. Le montant s'élève à 3468.56 euros, principalement composé de droits d'inscription. Les restes à recouvrer sont en-deçà des seuils de recouvrement de 500 euros. Ici les poursuites ont été soit infructueuses, soit les demandes de renseignements auprès de la DRFIP ou des dossiers FICOPA sont revenus « négatifs ». Si toutefois nous nous apercevons d'un retour à « meilleure fortune », la créance n'est pas éteinte, mais le comptable est déchargé de sa responsabilité, au vu des éléments produits et si la cour des comptes estime que ces éléments sont suffisants.

Le Président soumet au vote les admissions en non-valeur pour le montant indiqué.

Après avoir effectué toutes les diligences prévues par la réglementation, l'agent comptable informe les membres du conseil d'administration que le recouvrement des créances présentées n'a pu aboutir. Pour des raisons de sincérité et de qualité comptable, ces créances doivent être sorties du bilan. Pour ces motifs, l'agent comptable propose leur admission en non-valeur. Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration acceptent les admissions en non-valeur présentées au titre de l'exercice 2018, conformément au tableau joint, pour un montant de 3 468.56 euros. PJ : Etat des non-valeurs
Résultat du vote à main levée :
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 30
Nombre de voix : POUR : 30 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0

18. Délégation du Président en matière budgétaire.

Le directeur des finances et de la comptabilité précise que cette délégation, renouvelable chaque année, est présentée en même temps que le budget initial. Elle permet au Président, sur délégation du conseil d'administration, de prendre des décisions budgétaires modificatives, pour lesquelles le conseil d'administration sera informé par la suite, et reprises dans le premier budget rectificatif. Elles sont de trois ordres :

- Ouverture de crédits nouveaux limité à un pourcentage du fonds de roulement, actuellement de 65 000 euros dans la limite des seuils proposés
- Virements de crédits entre enveloppes ;
- Ouverture de crédits nouveaux lorsqu'ils sont compensés par des recettes.

Les seuils choisis ont été arbitrés en conseil d'administration de façon à limiter la délégation.

Le Président soumet cette délégation au vote du conseil d'administration.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration donnent délégation au Président à effet de procéder à toute modification du budget initial en cours d'exercice dans les limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Modification des équilibres du compte de résultat prévisionnel et de l'équilibre du tableau de financement abrégé prévisionnel du budget dans la limite d'un prélèvement sur le fonds de roulement initial à hauteur de 0,5% et sans impacter la limite de précaution fixée à 15 jours par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, soit dans la limite de 65 935 € ; • Virement de crédits entre enveloppes du budget dans la limite de 500 000 € ; • Augmentation des enveloppes du budget principal dans la limite de 2 000 000 €. La présente délégation de pouvoir se terminera au 31 décembre 2019. Le Président rendra compte au Conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation. Ces décisions sont exécutoires à compter de leur approbation par le recteur d'académie, chancelier des universités dans le délai de quinze jours qui suit leur transmission à cette autorité, soit à l'expiration de ce délai à moins que l'autorité compétente n'ait, dans ce même délai, refusé son approbation. La décision modificative du budget est portée à la connaissance du conseil d'administration lors de sa prochaine séance.
--

<p>Résultat du vote à main levée :</p> <p>Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 30 Nombre de voix : POUR : 30 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

19. Acceptation de don d'une exposition.

Joëlle Menant, directrice du SCD informe qu'en décembre 2017, la bibliothèque universitaire droit-lettres a accueilli l'exposition « la lutte contre l'apartheid » d'Omar Badsha, photographe documentaire Sud-Africain, militant politique et historien, qui a exprimé son souhait d'offrir 28 clichés de l'exposition à la bibliothèque de l'Université. Le coût est estimé à 12000 euros. Les clichés sont déjà en possession de l'Université.

Le Président remercie monsieur Badsha de ce don à l'université de La Réunion.

<p>Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration acceptent le don à l'université de La Réunion de 28 photographies d'Omar Badsha sur le thème de l'apartheid.</p>
<p>Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 28 Nombre de voix : POUR : 28 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

20. Droits d'inscriptions actualisés 2018-2019 des diplômes universitaires et des formations de l'UFR droit et économie.

Le Président indique qu'il s'agit des droits d'inscriptions pour l'année universitaire 2018-2019 des diplômes universitaires et des formations de l'UFR droit et économie.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux précise que ces droits d'inscriptions ont été validés en CFVU par 24 voix favorables.

Le Président soumet aux voix l'actualisation des droits d'inscription pour l'année universitaire 2018-2019 des diplômes universitaires et des formations de l'UFR Droit et Economie.

<p>Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent les droits d'inscription des diplômes universitaires pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme CRFPA : 500,00 € • Diplôme préparation au concours de l'école nationale de la magistrature (ENM) : 300,00 € • Préparation commune CRFPA/ENM : 750,00 € • LAP reprise d'études : 750,00 € (FDE : 500,00 € - SUFP 250,00 €) • Diplôme universitaire « ambitions » : 100,00 € • Diplôme supérieur de notariat : 217,00 € • Certification Voltaire : 35,00 € • E-cours de la classe préparatoire aux concours administratifs de catégorie A et A+ : 150,00 € par e-cours. <p>P. J. : 1 document annexé</p>
<p>Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 28 Nombre de voix : POUR : 28 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

21. Grilles tarifaires formation continue 2018-2019 du SUFP actualisée.

Le Président présente les grilles actualisées :

- Partenariat avec l'ESPE, l'autre concerne les DAEU, les licences professionnelles et masters en formation continue, des diplômes universitaires portés par le SUFP

- Grille en partenariat avec l'UFR DE, pour les concours administratifs de catégorie A

Le Président soumet aux voix l'actualisation des grilles tarifaires de formation continue pour l'année universitaire 2018-2019.

<p>Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent l'actualisation des grilles tarifaires de formation 2018-2019 du SUFP relatives</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux formations en partenariat FDE/SUFP « préparation aux concours administratifs de catégorie A » selon le tableau joint ; - aux formations en partenariat ESPE/SUFP selon le tableau joint ; - aux diplômes nationaux université de La Réunion, en partenariat des diplômes nationaux, aux diplômes universitaires ou diplômes inter universitaires médicaux, diplômes universitaires non médicaux, stages courts et certifications professionnelles – tableau joint. <p>P. J. : 3 grilles tarifaires</p>
<p>Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 25 Nombre de voix : POUR : 25 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

22. Modification de la grille tarifaire formation continue 2018-2019 de l'IUT.

Le Président indique que les modifications portent sur l'ajout des droits d'inscription relatifs au diplôme universitaire « animateur du territoire », tarifs individuel et conventionné employeur, ainsi que sur les droits d'inscription au certificat universitaire de qualification professionnelle « protection agroécologique des cultures », suite à la modification du nombre d'heures maquette.

Pascal Baret, représentant de maîtres de conférence (*intervention inaudible*)

Le Président soumet aux voix la modification de la grille tarifaire de formation continue pour l'année 2018-2019 de l'IUT.

<p>Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent, pour l'année universitaire 2018-2019, la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) de l'institut universitaire de technologie (IUT) et le taux de cette prime conformément au tableau joint.</p>
<p>Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 32 Nombre de voix : POUR : 32 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

23. Tarif des cours FLE pour publics extérieurs.

Le Président indique que les modifications portent sur l'harmonisation des volumes horaires et des tarifs de français langue étrangère : « grands débutants », « élémentaire, intermédiaire », avancé, soit 180 euros pour 30 heures. Cet alignement par ailleurs permettrait aux inscrits qui le souhaitent de pouvoir, avec l'accord de leur enseignant, de changer de groupe si le niveau le permet.

<p>Le Président soumet aux voix les modifications des tarifs des cours FLE pour public extérieur.</p> <p>Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent l'alignement des volumes horaires et les tarifs des cours de Français langue étrangère (FLE) « public extérieur » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cours grands débutants : 30 h, 180,00 € • Cours élémentaire/intermédiaire : 30 h, 180 € • Cours avancé : 30 h, 180 €
<p>Résultat du vote à main levée : Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 22 Nombre de voix : POUR : 22 - CONTRE : 0 - ABSTENTION : 0</p>

24. Contrat de cession de droits d'auteur lié au Référentiel d'équivalence horaire dans le cadre de l'université du numérique en région.

Le vice-Président en charge des usages et des développements du numérique rappelle que le contrat se situe dans la droite ligne de ce qui se fait depuis deux ans sur la création d'une offre dématérialisée de l'université de La Réunion en distanciel. L'objectif est de toucher un public nouveau qui ne se déplace pas sur les campus, grâce à des formations à distance. Ces formations nécessitent une pédagogie numérique particulière, la mise en place de moyens techniques et des modalités d'interactions nouvelles. Nous avons présenté le MOOC « bash », premier MOOC créé à l'université de La Réunion, c'est une des modalités pédagogiques, mais c'est loin d'être la seule. L'IIIN travaille sur d'autres modalités. Cet après-midi, par exemple, il y avait une captation sur le parc technologique universitaire dans le cadre de ce travail. En parallèle de ces actions de production pédagogique, il est nécessaire de créer un cadre juridique qui permette la mise à disposition de ces ressources numériques en ligne, dans tous les cas de figure, et en termes de public touché. Le référentiel d'équivalence horaire a déjà été validé par le conseil d'administration il y a quelques mois, et aujourd'hui, est proposé le contrat de cession de droits d'auteur lié à ce référentiel d'équivalence horaire, qui est nécessaire lorsqu'un enseignant s'engagera dans le processus. Ce contrat a été proposé au niveau national par le ministère, c'est pour cela que deux documents sont présentés, le document adapté au contexte de La Réunion, mais également, le rapport qui a servi de base décrivant le processus qui a abouti à l'élaboration de ce contrat (à disposition sur SUP RECHERCHE).

Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent le contrat de cession de droits d'auteur lié au référentiel d'équivalence horaire dans le cadre de l'université du numérique en région.

P. J. : [document annexe](#)

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 24

Nombre de voix : **POUR** : 24 - **CONTRE** : 0 - **ABSTENTION** : 0

25. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Le **responsable du service des affaires juridiques et du contentieux** présente les conventions soumises pour approbation :

- ESIROI, convention dans le cadre du projet HILL
- ESIROI, convention Région
- UFR SANTE, convention de formation professionnelle – Région Réunion « universitarisation des formations paramédicales »
- Université, convention Région pour la construction du campus santé de Saint- Pierre, volet 1^{er} équipement
- RECHERCHE – Agence Française pour la biodiversité – avenant à la convention relative à la mise en œuvre du réseau de contrôle d'enquête substrats durs sur les masses d'eau côtières dites récifales à La Réunion »

Le Président soumet aux voix quatre conventions :

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **approuvent** :

- **les quatre contrats, accords-cadres et conventions hors recherche.**
- **la convention relevant de la recherche.**

figurant sur les [tableaux récapitulatifs annexés](#).

Résultat du vote à main levée :

Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote : 24

26 -Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux donne lecture des tableaux et précise que

- 64 conventions, dont 45 relèvent du champ de la formation, d'autres conventions concernent les mises à disposition, de partenariat.
- 11 conventions présentées en commission recherche du 16 novembre, et 3 conventions de recherche sans incidence financière.

27 Questions diverses

Nathalie Wallian, représentante des professeurs (*enregistrement de mauvaise qualité*) indique que la question concerne la chargée de mission « certification et intégrité scientifique ». Un conférencier qui n'honore pas notre maison est intervenu, et il aurait pu être intéressant d'élargir son rayon d'action en tant que chargée de mission, de manière à ce que l'on pose la question de la caution scientifique apportée à ce conférencier. Elle souhaitait demander à la chargée de mission combien de certifications elle a été amenée à expertiser. Elle souhaite juste être informée. Elle reconnaît que c'est une surcharge de travail. La chargée de mission n'étant pas là, elle n'a donc pas la réponse.

La deuxième question concerne les épiceries solidaires dont on a discuté auparavant.

La troisième question dont elle a été saisie par les responsables de laboratoire concerne l'octroi de mer. Ils s'interrogent de l'application de l'octroi de mer aux matériels pédagogiques ou de recherche.

Le Président répond que sur l'octroi de mer, l'Université a saisi le conseil régional. Les éléments de réponse sont actuellement encourageants.

Alexandre Zakharatos, représentant des étudiants répond pour ce qui concerne l'épicerie solidaire. Ainsi que dit précédemment, il tient à disposition les documents afin de faire toute la transparence. Il l'invite donc à consulter le classeur. Les factures représentent environ 36000 euros, soit plus du double que ce qui a été donné en subvention exceptionnelle. Dans un souci de transparence, un devis de 2712.50 euros a été établi pour l'appel à un commissaire aux comptes. L'épicerie solidaire n'a pas les moyens de payer ce devis. En outre, il souhaite que les comptes de toutes les associations bénéficiant de subventions de l'université soient également certifiés. Il invite à nouveau les administrateurs à venir visiter l'épicerie solidaire qui fonctionne tous les jours.

Il se lève et remet violemment le devis à madame Wallian.

Stéphanie Robert, représentante des personnels BIATSS dit que les procès-verbaux des conseils précédents n'apparaissent pas à l'ordre du jour.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux rappelle que le service des affaires institutionnelles a été en sous-effectif durant quatre mois, tout en ayant des élections à organiser. Il a convenu que le service devait établir les procès-verbaux du conseil d'administration, ainsi que ceux du Conseil académique plénier, des comités des directeurs pléniers et restreints. La responsable vient d'intégrer le service. Il était donc compliqué de répondre normalement à la soumission de ce procès-verbal.

Fabrice Viale, représentant des maîtres de conférence souhaite que, concernant l'octroi de mer et le matériel pour la recherche, la pédagogie ne soit pas oubliée. En effet, l'octroi de mer est très variable, et beaucoup de matériels média sont soumis à des octrois de mer très élevés.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence demande que le règlement soit respecté, et que les procès-verbaux des bureaux soient envoyés avec les documents aux administratrices et administrateurs.

Le Président remarque que les procès-verbaux des bureaux sont établis régulièrement. Le bureau n'a pas de règlement intérieur. Seul le conseil d'administration dispose d'un règlement intérieur.

Chloé Bourmaud, représentante des maîtres de conférence souhaite un procès-verbal du bureau.

Le Président remercie les administrateurs pour leur patience, pour leurs travaux et pour leurs efforts, et les invite au repas du personnel qui aura lieu le 18 décembre 2018.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président clôture la séance à 17h36.

La secrétaire de séance,


Annick Picaud

Le Président de l'université,


Pr. Frédéric MIRANVILLE

Approuvé par le Conseil d'Administration
dans sa séance du 7 JUIN 2019